



POLINDEX 2025

POLITIQUE ET GENRE AU LUXEMBOURG

Claire POUMARAT, doctorante

Dr. Agnes DARABOS

Pr. Dr. Philippe POIRIER

Chaire de recherche en études parlementaires

Université du Luxembourg
11, Porte des Sciences
L-4366 Esch-Belval

demos@uni.lu



Chaire de recherche
en études parlementaires

La présente note ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés du Luxembourg et de ses membres.

Toutes interprétations et opinions exprimées sont celles des auteurs, à savoir le titulaire de la Chaire, Pr. Dr. Philippe Poirier et les chercheurs permanents et associés à celle-ci, tous engagés à l'Université du Luxembourg.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci, en vertu de l'article 19 sur la Liberté académique de la Loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, votée le 13 juin 2018, procèdent à la diffusion et à la reproduction des connaissances et des résultats obtenus dans le cadre de travaux dans des ouvrages universitaires, des revues scientifiques et des notes de recherche.

L'Université du Luxembourg, le titulaire de la Chaire de recherche en études parlementaires et les chercheurs associés à celle-ci sont soumis au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Dans cette note de recherche, les commentaires rapportés à chacun des graphiques présentés ont été rédigés par les chercheurs, et/ou dictés directement à travers l'Intelligence artificielle. Les scripts initiaux ont été parfois améliorés d'un point de vue grammatical par l'Intelligence artificielle et chacun des commentaires a été de nouveau vérifiés et amendés par rapport aux scripts initiaux par les chercheurs, si besoin par une nouvelle réécriture.

L'usage de l'intelligence artificielle de cette note de recherche respecte les lignes de conduite et les recommandations définies par l'Université du Luxembourg en 2025 en la matière.

L'ensemble des tableaux ont été préparés en collaboration avec Antonella DI PASQUALE Chargé d'études Senior/ Responsable de MyPanel - ILRES

Polindex 2025 a fait l'objet d'une déclaration en juin 2025 auprès de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel conformément à la [Loi du 14 décembre 2015 relative aux sondages d'opinion politique](#).

Résumé : La note de recherche genre Polindex 2025 est consacrée à l'analyse des perceptions publiques de certaines questions socio-politiques et socio-économiques sous l'angle du genre. Elle examine notamment les perceptions relatives au rôle, à la valeur et à la représentation des femmes dans la société et la culture politique luxembourgeoises, ainsi que l'évaluation, par les femmes et les hommes, des préoccupations économiques et politiques dans une perspective genrée. Cette note se concentre sur les perceptions exprimées par les citoyennes et citoyens.

Table des matières

Introduction.....	7
1. Le contexte de l'étude.....	7
2. Cadre théorique	7
3. Opérationnalisation.....	8
I. État général de la société à travers une perspective genrée	11
1. L'état d'esprit et la liberté de mener sa propre vie	11
2. La satisfaction de la vie	12
II. Positions politiques	16
3. L'auto-positionnement sur l'axe gauche/droite	16
1. L'attitude vis-vis du Gouvernement et ses politiques publiques.....	17
2. Les défis les plus urgents du Luxembourg.....	19
3. La capacité des partis à solutionner les défis les plus urgents.....	21
III. Confiance du public et perceptions de la politique	23
1. L'intérêt pour la politique.....	23
2. Les sentiments pour la politique	24
3. La confiance dans les institutions	25
4. Les modalités de la construction de l'opinion.....	27
5. Le rapport aux élus et aux processus décisionnels	29
IV. Le statut de la démocratie	31
1. La fonction de la démocratie et le vote	31
2. Le sentiment d'impuissance et d'exclusion.....	33
3. Les modalités de la décision en politique	35
4. La perception des étrangers et leurs contributions au Luxembourg.....	37
V. Le genre et la politique	41
1. L'égalité entre les hommes et les femmes.....	41
2. La représentation des femmes en politique	43
3. Les valeurs politiques attribuées selon le genre	48
Conclusion	50
Références bibliographiques.....	54



Table des illustrations

<i>Figure 1 État d'esprit actuel.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 2 Sentiment par rapport au niveau de vie actuel.....</i>	<i>12</i>
<i>Figure 3 Les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie</i>	<i>12</i>
<i>Figure 4 Satisfaction avec la vie menée</i>	<i>13</i>
<i>Figure 5 Perceptions sur la situation économique actuelle</i>	<i>14</i>
<i>Figure 6 Perceptions sur la situation économique dans un an.....</i>	<i>14</i>
<i>Figure 7 Auto-positionnement politique par genre</i>	<i>16</i>
<i>Figure 8 Perceptions sur le travail du Gouvernement par genre</i>	<i>17</i>
<i>Figure 9 Le Gouvernement, peut-il contenir l'inflation ?</i>	<i>18</i>
<i>Figure 10 Importance que le gouvernement prenne des mesures pour réduire les différences de revenus</i>	<i>18</i>
<i>Figure 11 Les défis les plus urgents du Luxembourg</i>	<i>19</i>
<i>Figure 12 Les défis les plus urgents du Luxembourg (Top 10).....</i>	<i>19</i>
<i>Figure 13 Parti qui parvient le mieux à solutionner ces problèmes.....</i>	<i>21</i>
<i>Figure 14 Intérêt dans la politique : femmes</i>	<i>23</i>
<i>Figure 15 Intérêt dans la politique : hommes</i>	<i>23</i>
<i>Figure 16 Sentiments éprouvés lorsque l'on pense à la Politique</i>	<i>24</i>
<i>Figure 17 Confiance dans le gouvernement</i>	<i>25</i>
<i>Figure 18 Confiance dans la Chambre des Députés</i>	<i>25</i>
<i>Figure 19 Confiance dans les partis politiques</i>	<i>25</i>
<i>Figure 20 Confiance en l'armée</i>	<i>26</i>
<i>Figure 21 Confiance dans la Justice au Luxembourg</i>	<i>26</i>
<i>Figure 22 Confiance dans le Conseil d'Etat.....</i>	<i>26</i>
<i>Figure 23 Source d'information principale</i>	<i>27</i>
<i>Figure 24 Langue préférée pour collecter des informations politiques</i>	<i>28</i>
<i>Figure 25 Est-ce que les responsables politiques, en général, se préoccupent beaucoup, assez, peu ou pas du tout de ce que pensent les personnes comme vous?</i>	<i>29</i>
<i>Figure 26 Importance que les citoyens aient le dernier mot sur les enjeux politiques les plus importants en votant directement par référendum sur ces questions.....</i>	<i>30</i>
<i>Figure 27 La démocratie peut poser des problèmes, mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement.....</i>	<i>31</i>
<i>Figure 28 Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible.....</i>	<i>31</i>
<i>Figure 29 C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses ...</i>	<i>32</i>
<i>Figure 30 Niveau de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie</i>	<i>33</i>
<i>Figure 31 Le sentiment d'impuissance face à la politique</i>	<i>33</i>
<i>Figure 32 Le sentiment d'être exclu(e) de la vie politique au Luxembourg</i>	<i>34</i>
<i>Figure 33 Le sentiment que votre opinion ne compte pas</i>	<i>34</i>
<i>Figure 34 Le sentiment que les dirigeants du pays ne se soucient pas de ce qui arrive aux gens ordinaires</i>	<i>34</i>
<i>Figure 35 Si confier les décisions à des experts plutôt qu'au gouvernement serait la meilleure solution pour le pays</i>	<i>35</i>
<i>Figure 36 Si un leader charismatique, sans tenir compte du parlement et des élections, serait la meilleure solution pour le pays</i>	<i>36</i>
<i>Figure 37 Mesures permettraient d'améliorer la démocratie au Luxembourg.....</i>	<i>36</i>



<i>Figure 38 Si le système politique au Luxembourg prend en compte les attentes socio-culturelles, socio-économiques et socio-politiques des étrangers résidant au Luxembourg.....</i>	<i>37</i>
<i>Figure 39 Positionnement sur la contribution positive à l'économie du pays : affirmations sur les étrangers.....</i>	<i>38</i>
<i>Figure 40 Positionnement sur la contribution positive à l'économie du pays : affirmations sur les frontaliers</i>	<i>38</i>
<i>Figure 41 Impact des étrangers sur la vie culturelle à Luxembourg.....</i>	<i>39</i>
<i>Figure 42 Impact des frontaliers sur la vie culturelle à Luxembourg</i>	<i>39</i>
<i>Figure 43 Si les femmes ont les mêmes droits que les hommes</i>	<i>41</i>
<i>Figure 44 Si les femmes ont les mêmes droits que les hommes (genrée)</i>	<i>42</i>
<i>Figure 45 Si les femmes sont assez représentées dans les instances suivantes</i>	<i>43</i>
<i>Figure 46 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans le Parlement européen ?..</i>	<i>43</i>
<i>Figure 47 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans le Commission européenne ?</i>	<i>44</i>
<i>Figure 48 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans les partis politiques ?</i>	<i>44</i>
<i>Figure 49 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans la Chambre des députés ?</i>	<i>44</i>
<i>Figure 50 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans le Gouvernement ?.....</i>	<i>45</i>
<i>Figure 51 Dans quelle mesure est-il important que le Premier Ministre puisse être une femme ?.</i>	<i>46</i>
<i>Figure 52 Dans quelle mesure est-il important que le Premier Ministre puisse être une femme ? (Genrée)</i>	<i>46</i>
<i>Figure 53 Valeurs attribuées aux femmes dans la Politique</i>	<i>48</i>
<i>Figure 54 Valeurs attribuées aux hommes dans la Politique</i>	<i>48</i>



Introduction

1. Le contexte de l'étude

L'Observatoire du Politique (POLINDEX) est une étude sociopolitique réalisée par la [Chaire de recherche en études parlementaires](#) de l'Université du Luxembourg, à la demande de la [Chambre des Députés du Luxembourg](#). Son objectif est d'établir l'état politique et social du Luxembourg, sur la base d'une enquête annuelle réalisée par la société [ILRES S.A.](#), dans une perspective comparative avec d'autres démocraties européennes (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni).

POLINDEX vise à rendre compte, sur une base annuelle, non partisane et scientifique, des transformations possibles des valeurs individuelles et collectives (et de leurs conséquences en termes de cohésion sociale et de légitimité politique) des citoyens luxembourgeois et des résidents étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est d'obtenir des résultats de recherche sur les rapports à la démocratie, aux institutions et aux organisations de la société civile, et de constituer une base de données socioculturelles, socio-économiques et sociopolitiques sur les déterminants du vote, des comportements politiques et des représentations sociales, afin d'améliorer la prise de décision au Luxembourg et en Europe.

Le questionnaire est administré en allemand, anglais, français et luxembourgeois. La version « maître » en français est téléchargeable sur le site de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

2. Cadre théorique

Le questionnaire a été construit selon trois modèles théoriques fondamentaux en sociologie politique : a) L'étude des clivages selon le modèle du politologue américain Seymour M. LIPSET et du politologue norvégien Stein ROKKAN¹ ; b) L'individuation selon le modèle du psychologue analytique suisse Carl Gustav JUNG² ; c) La relation matérialiste/post-matérialiste selon le modèle du sociologue américain Ronald INGLEHART³.

Plus précisément, des clivages sur les valeurs de différente nature diviseraient les sociétés occidentales et auraient fondé les systèmes politiques des démocraties européennes. Des clivages s'articuleraient sur le rapport du politique à la religion et son corollaire, la laïcité ; sur le rapport d'un « Centre » culturel, décisionnel et économique » à ses « périphéries » sur une base à la fois sociale et territoriale ; sur le rapport du travail à la propriété et aux conditions de la production ; sur le rapport de l'urbanité et de ses sociétés industrielles, de services et de consommation à la ruralité et ses pratiques et ses représentations sociales sur la communauté, sur la production et la nature.

¹ LIPSET, Seymour Martin et ROKKAN, Stein (ed.). *Party systems and voter alignments: Cross-national perspectives*. New York: Free Press, 1967.

² JUNG, Carl G. *Man, and his symbols*. Bantam, 2012.

³ INGLEHART, Ronald. *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton University Press, 2015.



Qui plus est avec le développement économique, des individus accorderaient moins d'importance à la sécurité matérielle et adopteraient progressivement des valeurs qui mettent l'accent sur le sentiment d'appartenance, l'autonomie individuelle et l'expression de soi. Ces valeurs dites « post-matérialistes » se diffuseraient avec le renouvellement des générations, en partant du principe que la structure de base de la personnalité tend à se cristalliser dans la jeunesse et à peu évoluer par la suite. Les individus nés et vivant dans une société d'abondance adhèreraient aux valeurs « post-matérialistes » et finiraient par cohabiter avec des générations souvent plus âgées, animées quant à elles de valeurs dites « matérialistes », c'est-à-dire exprimant leur soutien de manière plus importante à la croissance économique, aux politiques publiques de l'Etat-providence et aux principes d'autorité. Avec la généralisation du développement économique, les valeurs « post-matérialistes », et avec elles les valeurs démocratiques qui leur sont associées (puisque le besoin d'expression et l'autonomie individuelle sont antinomiques de l'autoritarisme politique), devraient se répandre dans les sociétés occidentales.

In fine, l'autonomie du sujet caractérisant la société démo-libérale engendrerait par la suite l'individuation, c'est-à-dire le processus où la personne se considère en soi comme un monde. Ses actions et ses référents sont à la fois objet de sa volonté et de sa capacité à vivre selon la force de son imaginaire. Bien plus, ses comportements et ses envies ne peuvent plus avoir de limites posées par des principes normatifs et/ou législatifs assumés collectivement et/ou la puissance publique. Le récit commun en politique et dans tous les autres domaines, serait remplacé par le récit à soi, le consumérisme et l'« égocratie », d'autant plus facilité par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle.

3. Opérationnalisation

Nombre de personnes interrogées et la composition de l'échantillon

1637 résidents à Luxembourg à partir de 18 ans :

- 1108 électeurs de nationalité luxembourgeoise ayant le droit de vote pour les élections législatives.
- 529 résidents de nationalité étrangère exclusivement n'ayant pas le droit de vote

Méthode d'échantillonnage

La méthodologie utilisée pour la mise en place des deux échantillons est celle des quotas.

L'échantillonnage des électeurs et des résidents étrangers a été géré séparément. Les variables de profil utilisées dans la mise en place de l'échantillon initial sont : L'âge, le sexe, la région d'habitation. La répartition des résidents selon ces variables a été faite en accord avec les statistiques officielles du STATEC (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg).

La sélection des répondants à inviter s'est faite sur base des statistiques du Statec, et chaque groupe d'invitations a été représentatif de ces dernières. La sélection au sein d'une catégorie dans la base MyPanel globale s'est fait aléatoirement via notre programme d'envoi d'invitations. La procédure d'invitation consiste en une sélection hiérarchisée des panélistes inversement proportionnelle au nombre de sollicitations préalablement envoyées. Grâce à cette règle, chaque panéliste reçoit environ le même nombre d'invitations, et nous évitons ainsi la « sur-sollicitation ». Les nouveaux inscrits se voient ainsi également rapidement invités après inscription.

Date de la collecte des données

Du 21 mai 2025 au 3 juin 2025.

Traitement des données

Pondération des variables : région, âge, sexe.

Liste des formations politiques

- Parti Communiste du Luxembourg (PCL-KPL)
- La Gauche (Déi Lénk)
- Les Verts (Déi Gréng)
- Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois (POSL-LSAP)
- Parti Démocratique (PD-DP)
- Volt (VOLT Lëtzebuerg)
- Parti Chrétien-Social (PCS- CSV)
- Fokus (Fokus)
- Parti Réformateur Démocrate (ADR)
- Les Conservateurs (Déi Konservativ)
- Parti Pirate du Luxembourg (PPL- Piraten)
- Zesummen- Ensemble !
- Mir d'Vollek- Nous le Peuple

Note de lecture

Les résultats des électorats de Fokus, Volt, du Parti communiste luxembourgeois ou d'autres formations politiques, bien qu'ils existent, ne sont pas mentionnés dans cette note de recherche, car ils ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Lorsqu'on parle de « vote principal » ou de l'« électorat partisan », c'est lorsque les électeurs indiquent qu'ils voteraient pour l'ensemble de la liste présentée par un parti et/ou un mouvement politique, ou qu'ils n'accorderaient leurs voix préférentielles qu'à des candidats à une seule liste.

Fehlertoleranztabelle

Lesebeispiel: In einer Stichprobe von 1000 Personen sei ein Anteil von 20% für ein Merkmal ermittelt worden.

Dann liegt der wahre Wert der Grundgesamtheit mit 95%iger Wahrscheinlichkeit im Intervall $20\% \pm 2,5\%$ also zwischen 17,5% und 22,5%.

Die Tabelle basiert auf der Formel für das Konfidenzintervall bei Zufallsstichproben mit großen Grundgesamtheiten: $K(p, n) \approx 1,96 \sqrt{(p(1-p)/n)}$

In Feldern mit '-' beträgt das Konfidenzintervall mehr als die Hälfte des Anteils und obige Formel ist nicht mehr anwendbar.

Größe der Stichprobe n=	Anteilswerte in der Stichprobe																		
	1%	2%	3%	4%	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	60%	70%	80%	90%	95%
100	---	---	---	---	---	---	7,0%	7,8%	8,5%	9,0%	9,3%	9,6%	9,8%	9,8%	9,6%	9,0%	7,8%	---	---
200	---	---	---	---	---	4,2%	4,9%	5,5%	6,0%	6,4%	6,6%	6,8%	6,9%	6,9%	6,8%	6,4%	5,5%	4,2%	---
300	---	---	---	---	2,5%	3,4%	4,0%	4,5%	4,9%	5,2%	5,4%	5,5%	5,6%	5,7%	5,5%	5,2%	4,5%	3,4%	2,5%
400	---	---	---	1,9%	2,1%	2,9%	3,5%	3,9%	4,2%	4,5%	4,7%	4,8%	4,9%	4,9%	4,8%	4,5%	3,9%	2,9%	2,1%
500	---	---	---	1,7%	1,9%	2,6%	3,1%	3,5%	3,8%	4,0%	4,2%	4,3%	4,4%	4,4%	4,3%	4,0%	3,5%	2,6%	1,9%
600	---	---	1,4%	1,6%	1,7%	2,4%	2,9%	3,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,9%	4,0%	4,0%	3,9%	3,7%	3,2%	2,4%	1,7%
700	---	---	1,3%	1,5%	1,6%	2,2%	2,6%	3,0%	3,2%	3,4%	3,5%	3,6%	3,7%	3,7%	3,6%	3,4%	3,0%	2,2%	1,6%
800	---	1,0%	1,2%	1,4%	1,5%	2,1%	2,5%	2,8%	3,0%	3,2%	3,3%	3,4%	3,4%	3,5%	3,4%	3,2%	2,8%	2,1%	1,5%
900	---	0,9%	1,1%	1,3%	1,4%	2,0%	2,3%	2,6%	2,8%	3,0%	3,1%	3,2%	3,3%	3,3%	3,2%	3,0%	2,6%	2,0%	1,4%
1000	---	0,9%	1,1%	1,2%	1,4%	1,9%	2,2%	2,5%	2,7%	2,8%	3,0%	3,0%	3,1%	3,1%	3,0%	2,8%	2,5%	1,9%	1,4%
1100	---	0,8%	1,0%	1,2%	1,3%	1,8%	2,1%	2,4%	2,6%	2,7%	2,8%	2,9%	2,9%	3,0%	2,9%	2,7%	2,4%	1,8%	1,3%
1200	---	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,7%	2,0%	2,3%	2,5%	2,6%	2,7%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,6%	2,3%	1,7%	1,2%
1300	---	0,8%	0,9%	1,1%	1,2%	1,6%	1,9%	2,2%	2,4%	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%	2,7%	2,5%	2,2%	1,6%	1,2%
1400	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,6%	1,9%	2,1%	2,3%	2,4%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,4%	2,1%	1,6%	1,1%
1500	---	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%	1,5%	1,8%	2,0%	2,2%	2,3%	2,4%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,3%	2,0%	1,5%	1,1%
1600	0,5%	0,7%	0,8%	1,0%	1,1%	1,5%	1,7%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,4%	2,4%	2,5%	2,4%	2,2%	2,0%	1,5%	1,1%
1700	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,7%	1,9%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%	1,9%	1,4%	1,0%
1800	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,4%	1,6%	1,8%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,1%	1,8%	1,4%	1,0%
1900	0,4%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%	2,1%	1,8%	1,3%	1,0%
2000	0,4%	0,6%	0,7%	0,9%	1,0%	1,3%	1,6%	1,8%	1,9%	2,0%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%	2,1%	2,0%	1,8%	1,3%	1,0%
2500	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	1,2%	1,4%	1,6%	1,7%	1,8%	1,9%	1,9%	2,0%	2,0%	1,9%	1,8%	1,6%	1,2%	0,9%
3000	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,8%	1,1%	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%	1,6%	1,4%	1,1%	0,8%
4000	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%	0,9%	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,2%	0,9%	0,7%
5000	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	1,3%	1,3%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%	1,1%	0,8%	0,6%
6000	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,6%	0,8%	0,9%	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,2%	1,2%	1,0%	0,8%	0,6%
8000	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	0,9%	0,7%	0,5%
10000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%	0,8%	0,6%	0,4%
11000	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,7%	0,6%	0,4%
20000	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,4%	0,3%
25000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	0,3%
30000	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	0,5%	0,3%	0,2%



I. État général de la société à travers une perspective genrée

Les premiers graphiques de cette partie sur l'état de la société au Luxembourg permettent de comprendre la base des perceptions sociales et individuelles grâce à leur analyse, en comparant la façon dont les hommes et les femmes se représentent leur état d'esprit et leur niveau dans la société. La différence première, qui peut sembler subtile, est en fait significative : **elle permet de comprendre les différences entre les genres dans les jugements sociaux.**

1. L'état d'esprit et la liberté de mener sa propre vie

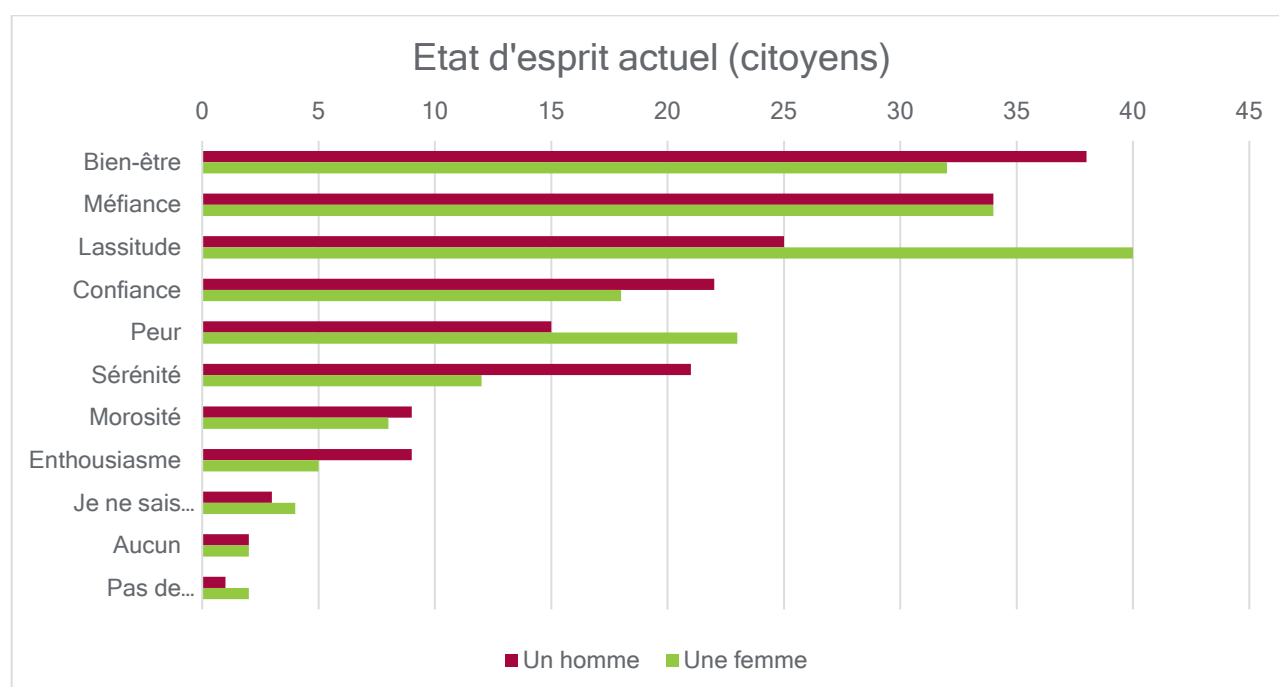


Figure 1 État d'esprit actuel

Sur le premier graphique, sur l'état d'esprit actuel, la différence est presque flagrante : les femmes semblent avoir un état d'esprit général différent de celui des hommes. **Alors que chez les hommes, le sentiment le plus fréquemment mentionné était le bien-être, c'était la lassitude chez les femmes. Dans les deux cohortes, la méfiance arrivait en deuxième position des réponses les plus fréquentes.** Le nombre d'hommes qui expriment des sentiments dits « positifs » (comme le bien-être, la confiance, la sérénité et l'enthousiasme) est supérieur au nombre de femmes qui, elles, sont supérieures en nombre pour des sentiments dits « négatifs » (comme la méfiance, la lassitude, la peur, la morosité). Cela traduit une sorte d'optimisme de la part des hommes alors que les femmes semblent plus prudentes. Cette distinction suggère que les hommes et les femmes vivent des expériences différenciées (qui pourraient se traduire par les expériences individuelles de genre face au marché du travail, à la répartition des tâches domestiques ou par les préoccupations personnelles).



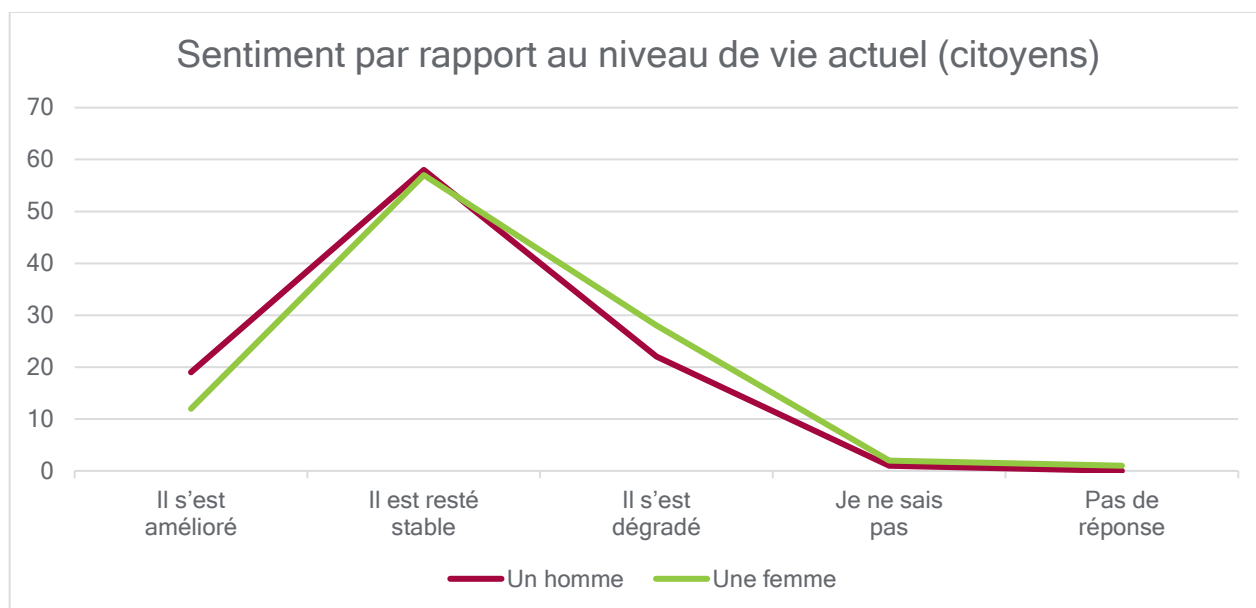


Figure 2 Sentiment par rapport au niveau de vie actuel

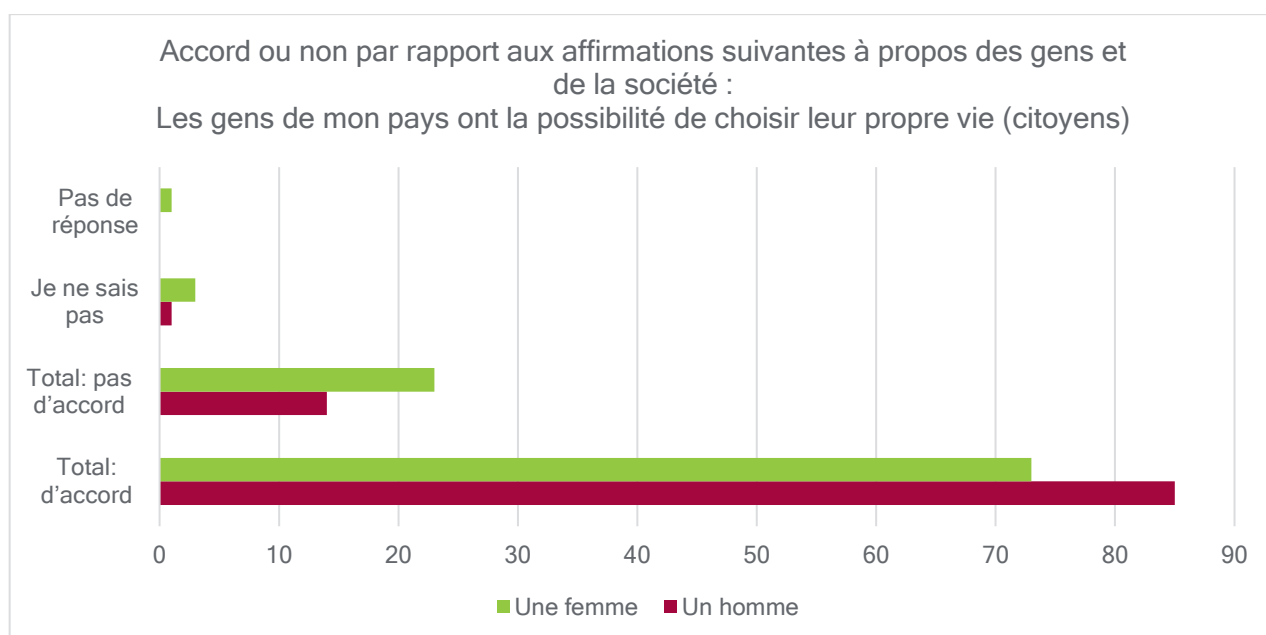


Figure 3 Les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie

2. La satisfaction de la vie

Les résultats de POLINDEX 2025 mettent en évidence des différences de genre significatives dans les perceptions relatives à la satisfaction de vie et au sentiment de maîtrise de l'existence. Les femmes déclarent, en moyenne, être moins satisfaites de la vie qu'elles mènent que les hommes. Elles se montrent également moins enclines à approuver des affirmations exprimant un fort sentiment d'autonomie individuelle et de contrôle sur le destin personnel, telles que « *les gens de mon pays ont la possibilité de choisir leur propre vie* » ou « *j'ai une liberté et un contrôle total sur mon propre avenir* ».

Ces écarts suggèrent que les femmes perçoivent plus fréquemment l'existence de contraintes structurelles pesant sur leurs trajectoires de vie, qu'elles soient sociales, professionnelles, familiales ou institutionnelles. Toutefois, ces résultats ne sauraient être interprétés comme l'effet mécanique du genre pris isolément. Ils invitent plutôt à une lecture relationnelle et intersectionnelle des données.

En effet, le genre n'agit pas comme une variable monolithique affectant uniformément l'ensemble des dimensions de l'expérience sociale. Il s'entrecroise avec d'autres facteurs structurants – tels que l'âge, le statut socio-professionnel, le niveau d'éducation, la situation familiale ou encore la sécurité économique – pour produire des effets différenciés sur les représentations sociales, le sentiment d'autonomie et la perception des opportunités individuelles.

Dans cette perspective, les différences observées entre femmes et hommes dans POLINDEX 2025 reflètent moins une opposition binaire qu'une distribution inégale des ressources et des contraintes au sein de la société luxembourgeoise. Elles soulignent l'importance d'analyser la satisfaction de vie et le sentiment de contrôle non seulement à travers le prisme du genre, mais également à partir des configurations sociales concrètes dans lesquelles s'inscrivent les individus. Cette approche permet d'éviter toute lecture essentialiste et contribue à une compréhension plus fine des dynamiques d'inégalités et de perceptions dans une démocratie contemporaine.

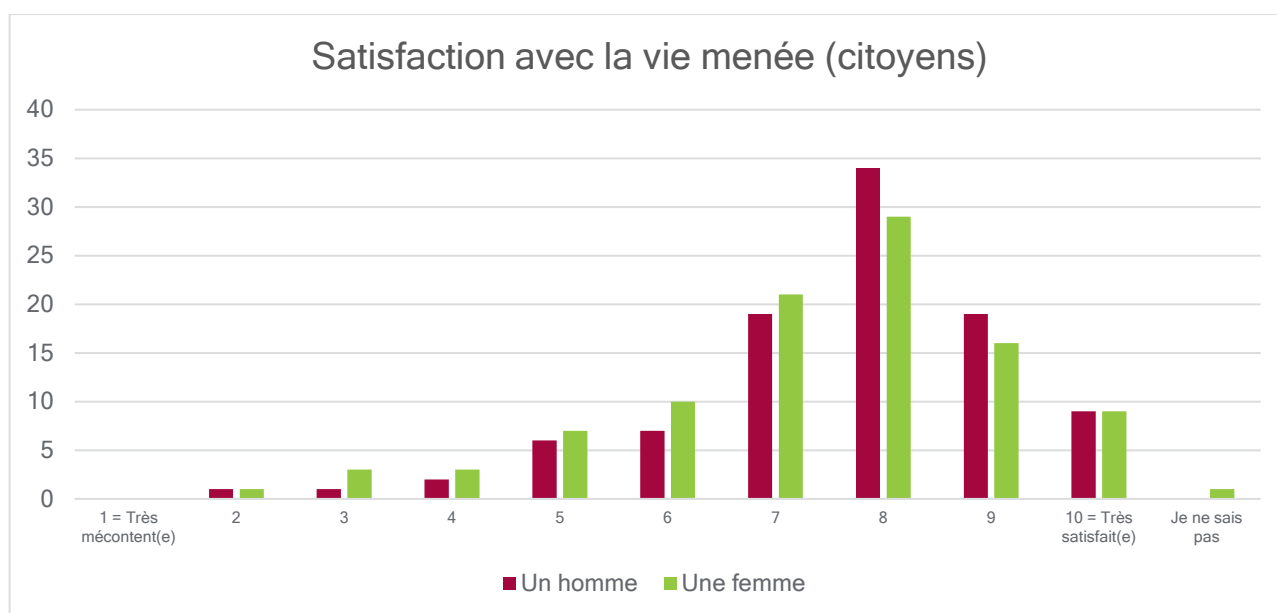


Figure 4 Satisfaction avec la vie menée

Lorsque les participants à l'enquête ont répondu sur leur satisfaction globale vis-à-vis de leur niveau de vie, les femmes ont aussi été plus nombreuses à se placer autour de 7 et moins (sur une échelle allant de 1 = Très mécontent(e) à 10 = Très content(e)) alors que les hommes ont largement dépassé les femmes en choisissant 8 et plus.

Encore une fois, ce différentiel peut refléter une exposition à des biais genrés qui peuvent exister dans la société, pour les mêmes raisons citées au-dessus (charge mentale, difficultés sur le marché de l'emploi, difficultés à trouver l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, etc.) ainsi qu'à des sensibilités peut-être plus élevées sur des difficultés quotidiennes ou financières. Dans la logique de continuité, les hommes semblent plus enclins à adopter une lecture stabilisée de leur satisfaction et état d'esprit, qui rejoint les réponses positives au graphique que l'état d'esprit actuel.

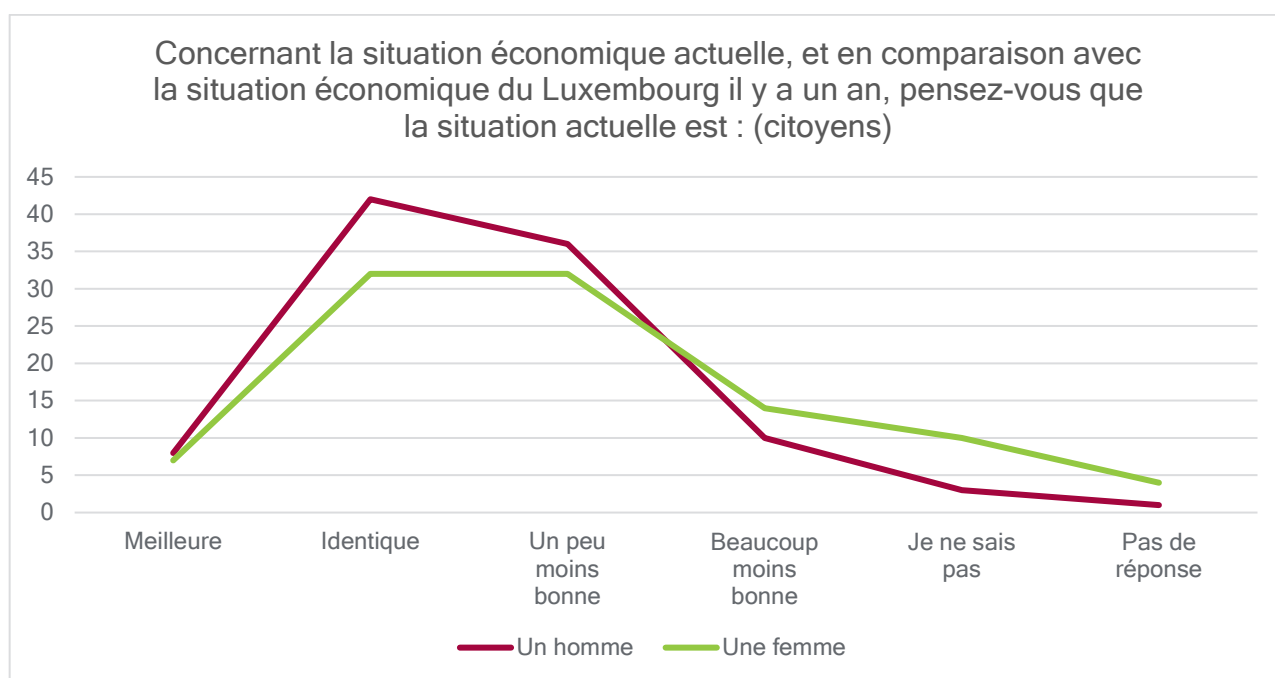


Figure 5 Perceptions sur la situation économique actuelle

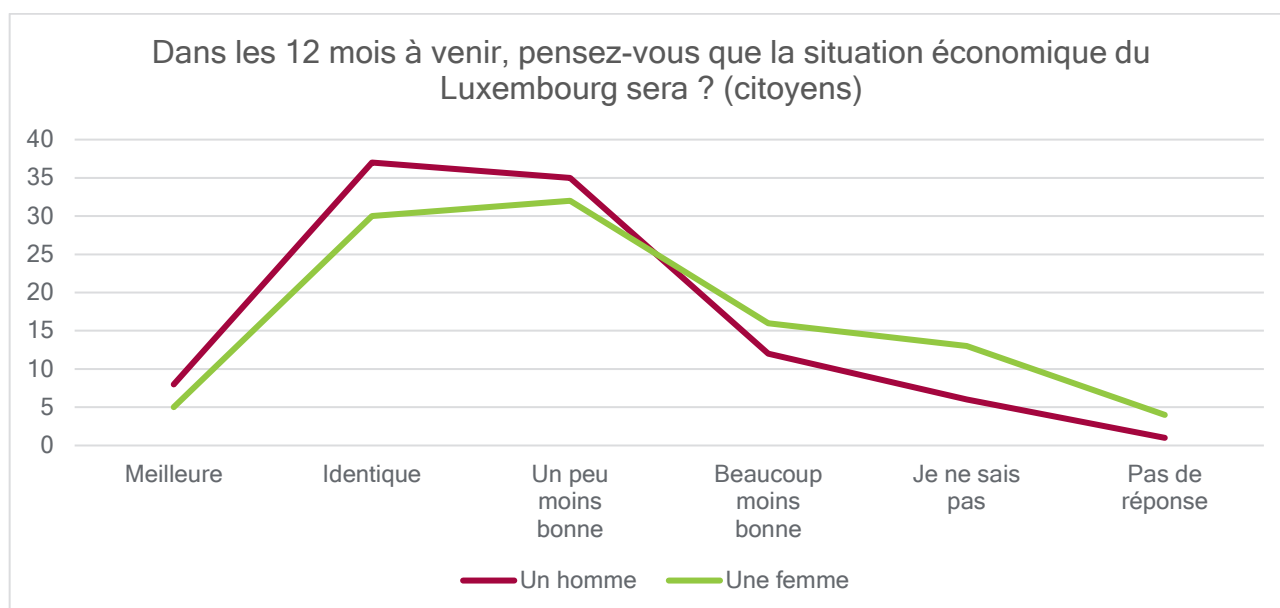


Figure 6 Perceptions sur la situation économique dans un an

Pour ce qui est de la situation économique du pays, les femmes sont encore une fois plus pessimistes ou ne souhaitent pas s'exprimer sur la situation. En effet, les femmes se montrent toujours plus proportionnellement à se situer du côté des réponses qui expriment une certaine incertitude ou insatisfaction, une certaine méfiance. Bien que cette différence semble faible sur les graphiques, elle est très importante dans un contexte récurrent, puisqu'elle permet de se demander si les femmes ne sont pas plus marquées par une vigilance accrue vis-à-vis des aléas socio-économiques qu'elles peuvent traverser mais aussi que le pays peut traverser.

Il est important de noter que ces quelques généralisations ne témoignent pas d'une envie d'associer les femmes avec une vigilance ou un pessimisme absolu mais de pouvoir correctement traduire **une attitude plus critique et lucide face à la réalité au Luxembourg**. Cette analyse pourrait hypothéser que les femmes ont une posture d'évaluation attentive avec un optimisme tempéré par la conscience des fragilités socio-économiques, alors que les hommes paraîtraient vivre une expérience moins directe des inégalités structurelles et seraient donc plus enclin à voir les choses du côté positif.

Cette première partie de l'analyse permet de comprendre que ces graphiques, relatifs à l'état général de la société, traduisent **une première asymétrie genrée** dans les réponses des participants à l'étude. En effet, les femmes affichent une perception plus nuancée, presque plus pessimiste, que leur contrepartie masculine, qui ont des jugements plus constants et plus confiants. Cette dynamique nous permet de mieux comprendre la suite des analyses de ce rapport : cela nous permet de comprendre que **les représentations différenciées existent et se sont construites lors de la socialisation des individus**, ce que nous confirmerons ou nuancerons dans les prochains points.

II. Positions politiques

Pour comprendre les valeurs et les comportements politiques des Luxembourgeoises et des Luxembourgeois, il ne suffit pas que d'explorer le spectre politique tel qu'il est perçu mais de comprendre aussi **comment la structuration de l'attitude d'un citoyen se construit et de quelle manière il est exprimé**. Au travers des prochains graphiques sur les positions politiques des citoyens, les perceptions genrées, qui ont été claires dans leur différence dans le chapitre précédent, sont de nouveau mise en avant et elles se manifestent de manière persistante, bien que subtilement parfois.

3. L'auto-positionnement sur l'axe gauche/droite

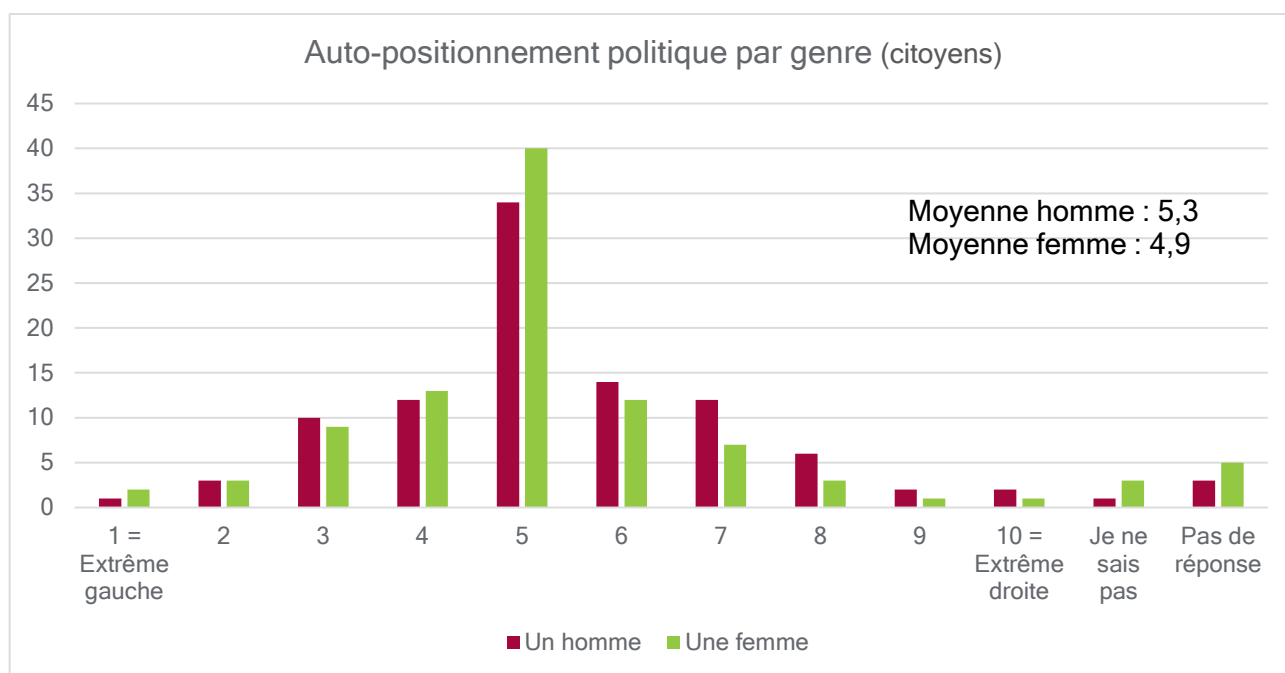


Figure 7 Auto-positionnement politique par genre

Lorsque l'on parle de positions politiques, il est presque immédiat de faire le rapprochement avec la question du positionnement politique sur un échiquier. Dans cette étude, les participants ont été priés de juger de leur positionnement politique sur une échelle de 1 = Extrême gauche à 10 = Extrême droite (et sur laquelle une réponse 5,5 signifierait le centre absolu). Le plus flagrant dans un premier temps est la différence de prédominance des couleurs d'un côté de l'échiquier et de l'autre. **Alors que la réponse moyenne était de 5,1, légèrement à gauche du centre, les femmes interrogées auraient une moyenne de 4,9, ce qui les placerait plus à gauche sur l'échiquier que les hommes, qui eux, ont une moyenne de 5,3, donc plus à droite.**

On ressent aussi cette différence en analysant le graphique dans son entièreté : la colonne bordeaux est toujours plus haute que la colonne verte après le positionnement de 6. Les femmes se démarquent aussi par leur grande présence et leur tendance à être au centre, dans des zones de modération. Alors qu'à l'extrême gauche (1), les femmes sont plus nombreuses, à l'extrême droite (10), les hommes sont plus nombreux. C'est clairement une asymétrie qui met en évidence qu'il existe une différence entre les opinions politiques des hommes et celles des femmes ; comme une sorte de conflictualité, les femmes voteraient légèrement plus pour des idées sociales, liées aux soucis de cohésion sociales mais aussi de compromis, alors que les hommes s'affirmeraient plus à endosser des positions un peu plus conservatrices. Mais la position des hommes et des femmes reste le plus souvent ancrée au centre de l'échiquier politique.

1. L'attitude vis-vis du Gouvernement et ses politiques publiques

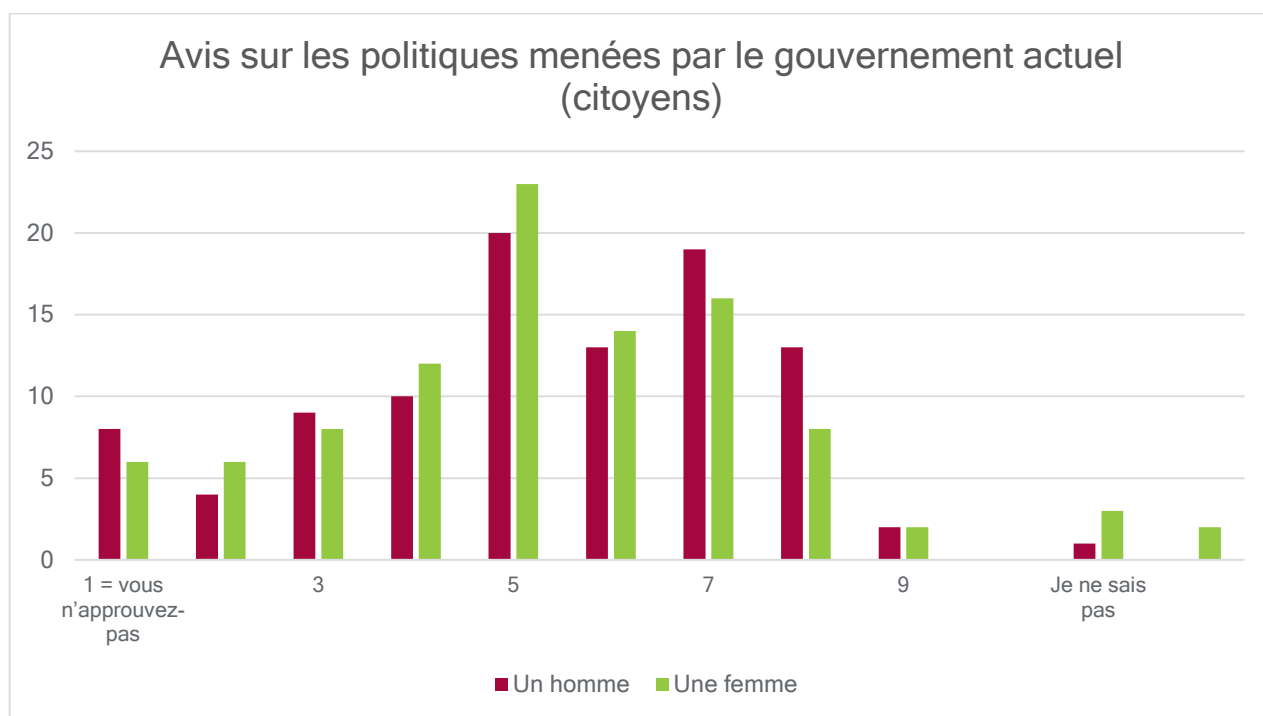


Figure 8 Perceptions sur le travail du Gouvernement par genre

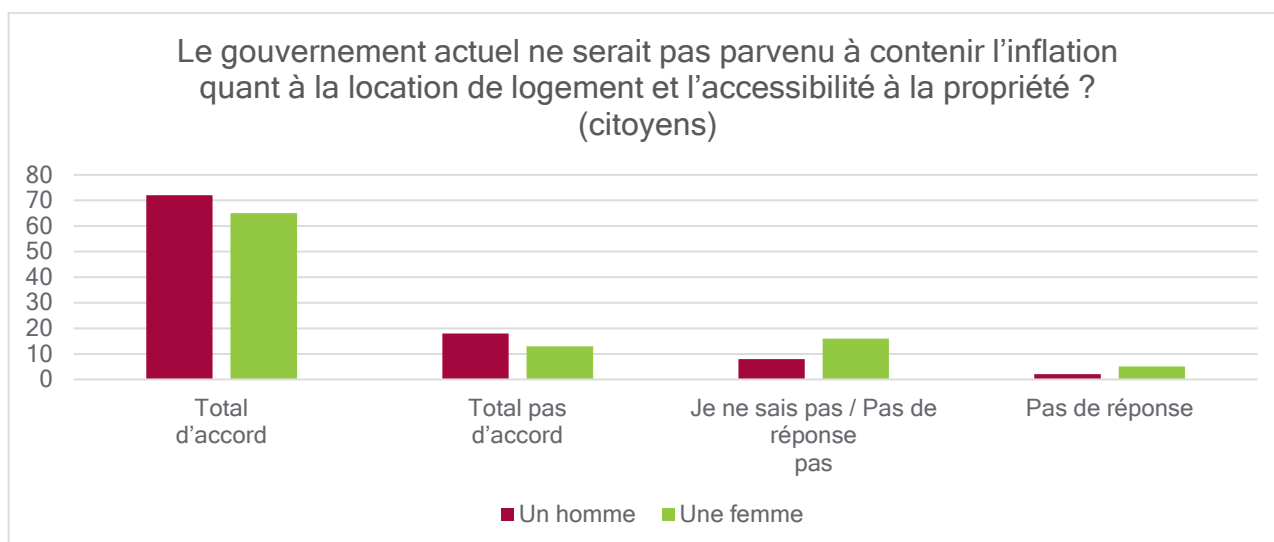


Figure 9 Le Gouvernement, peut-il contenir l'inflation ?

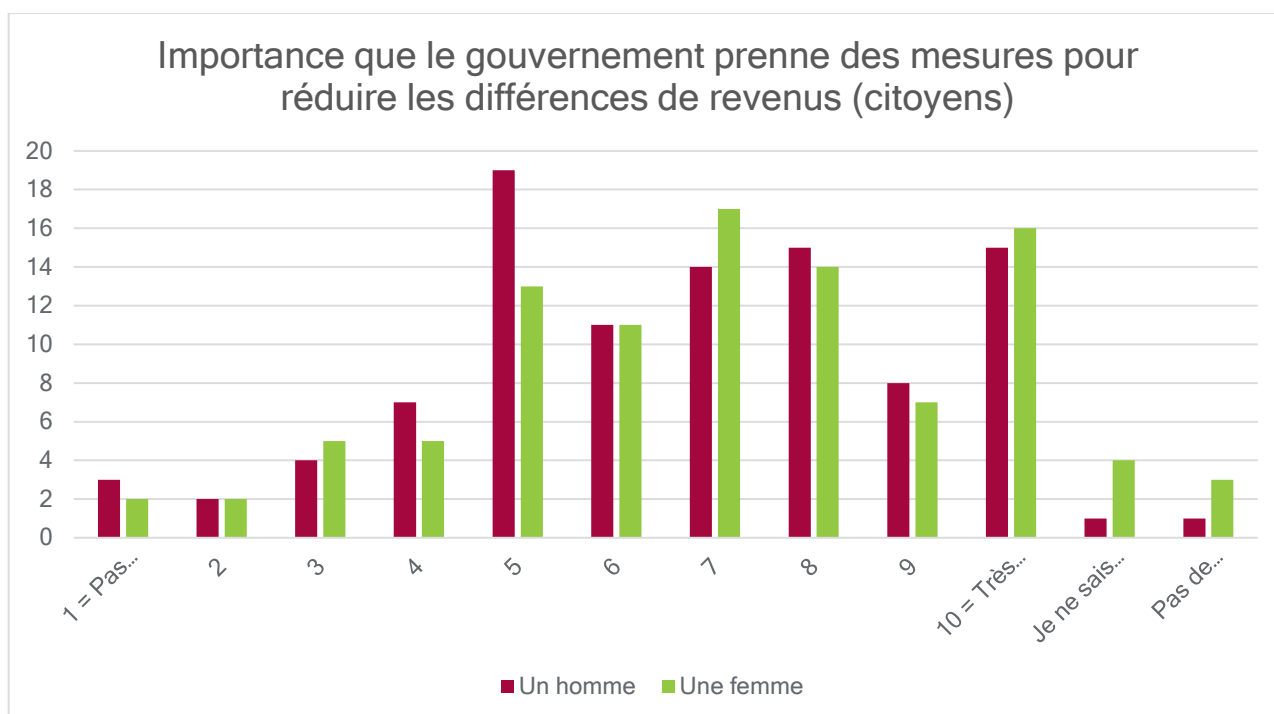


Figure 10 Importance que le gouvernement prenne des mesures pour réduire les différences de revenus

Ces graphiques ci-dessus font référence aux questions sur la perception du gouvernement, révélant aussi **une différenciation genrée**, bien que moins marquée. Il semblerait que les hommes et les femmes approuvent de façon générale les politiques menées par le gouvernement : on voit une moyenne de 5,1 parmi les femmes, et 5,3 parmi les hommes. Alors que pour la question sur l'importance que le gouvernement prenne des mesures pour réduire les différences de revenus, les femmes sont plus enclines à trouver cela important (6,8) comparé aux hommes (6,6). En revanche, à la question sur laquelle le gouvernement actuel ne serait pas parvenu à contenir l'inflation quant à la location de logement et l'accessibilité à la propriété, les hommes et les femmes sont presque unanimes : ils estiment que le gouvernement actuel n'est pas parvenu à contenir l'inflation sur ce qui concerne les logements.

2. Les défis les plus urgents du Luxembourg

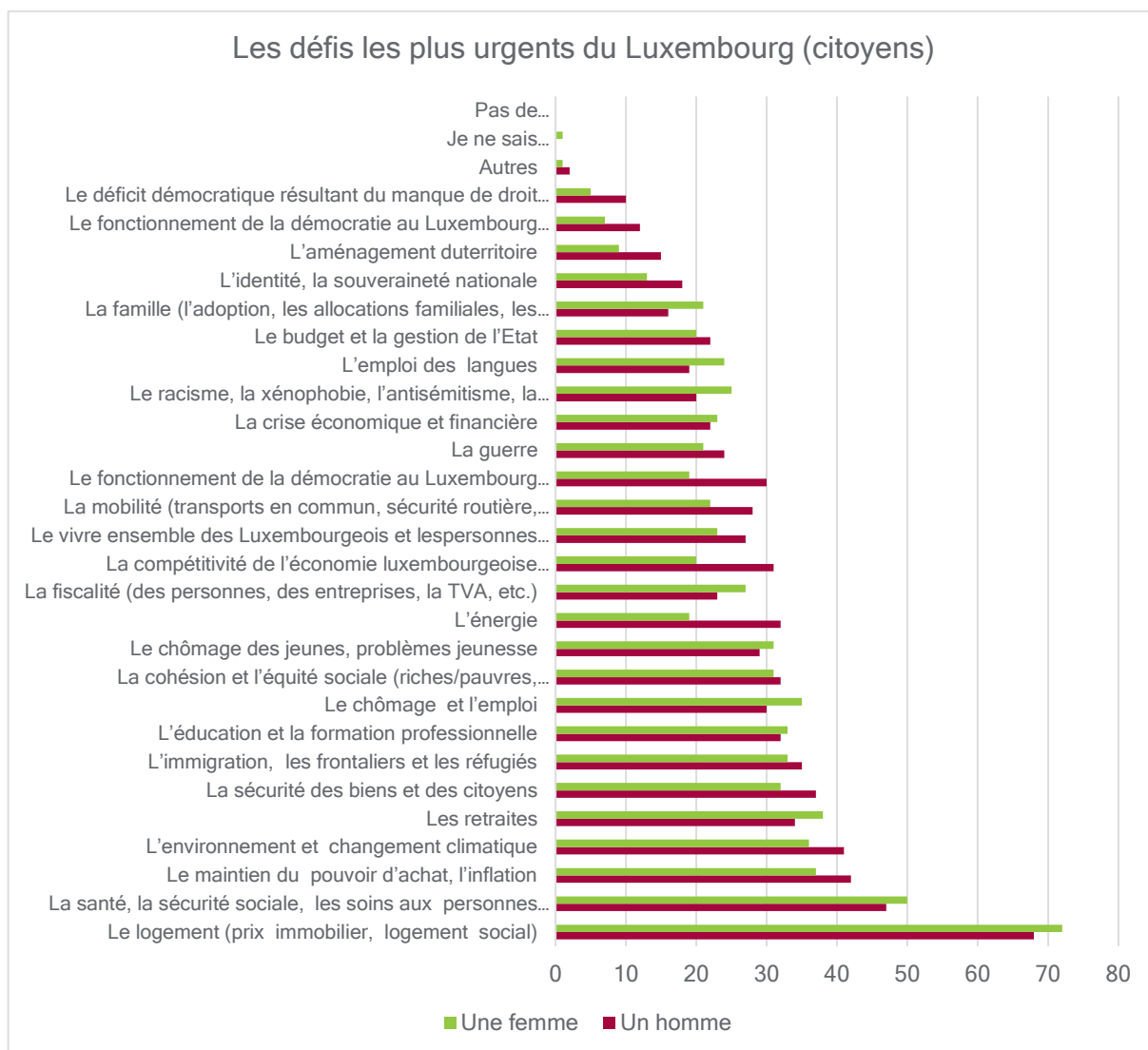


Figure 11 Les défis les plus urgents du Luxembourg

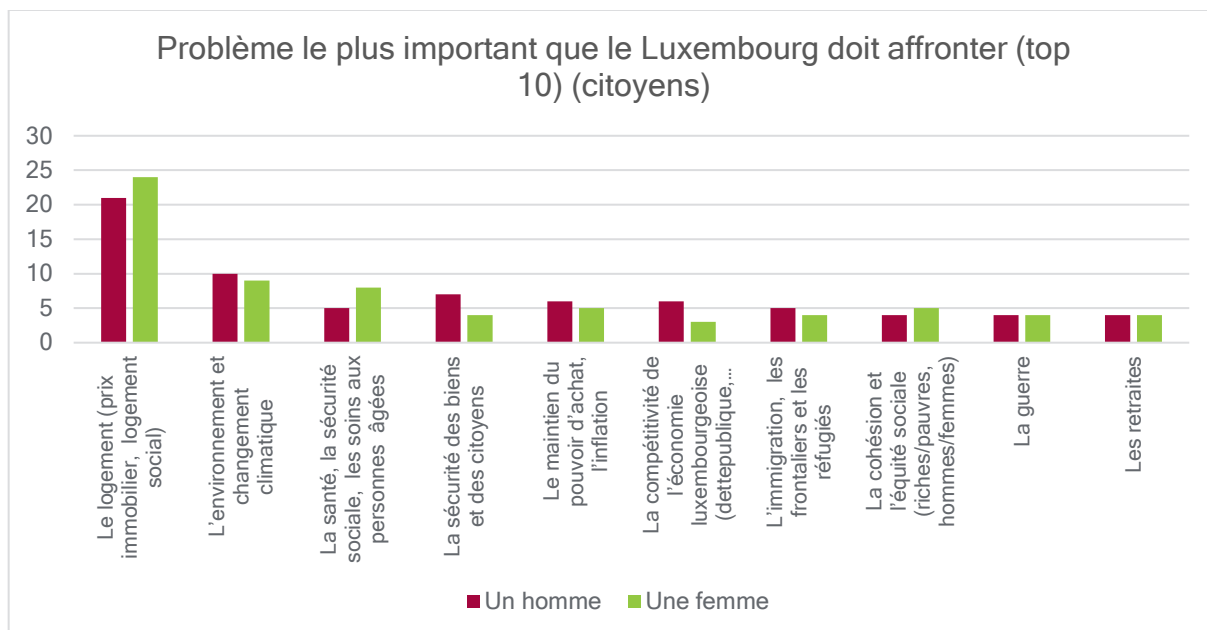


Figure 12 Les défis les plus urgents du Luxembourg (Top 10)



Lorsqu'il est question des **défis les plus urgents** auxquels le Luxembourg est confronté, les résultats de **POLINDEX 2025** font apparaître des **différences de genre particulièrement marquées**, plus accentuées que dans d'autres dimensions analysées précédemment. Ces écarts ne portent pas tant sur la nature des préoccupations que sur leur **hiérarchisation**, révélant des sensibilités différenciées face aux enjeux sociaux, économiques et politiques. Les données montrent que les **femmes** expriment plus fréquemment des préoccupations liées à des **enjeux sociaux et humains**. Elles sont proportionnellement plus nombreuses à identifier comme prioritaires des questions telles que l'**accès au logement**, la **santé**, le **chômage**, la **famille** et les **discriminations**. Cette orientation vers des enjeux de protection sociale et de bien-être collectif peut être interprétée à la lumière de trajectoires sociales souvent marquées par une exposition plus directe à ces problématiques, qu'il s'agisse de responsabilités familiales accrues, de positions plus vulnérables sur le marché du travail ou d'une sensibilité renforcée aux inégalités.

Les **hommes**, quant à eux, semblent proportionnellement davantage préoccupés par des **thématiques économiques et institutionnelles**. Ils accordent une importance plus élevée à des enjeux tels que la **fiscalité**, la **compétitivité économique du Luxembourg**, la **stabilité politique**, les **questions d'énergie et de sécurité**, ainsi qu'aux thèmes liés à l' et au **vivre ensemble**. Ces priorités traduisent une attention plus marquée aux conditions macroéconomiques, à la performance du modèle économique et aux équilibres institutionnels.

Toutefois, ces différences ne sauraient être interprétées comme des clivages rigides ou exclusifs. Les préoccupations exprimées sont **largement partagées par l'ensemble des citoyens**, mais elles sont **ordonnées différemment** selon le genre. Le **top 10 des problèmes jugés les plus importants** révèle ainsi un **large consensus** sur les enjeux que la société luxembourgeoise souhaite voir traités en priorité. En particulier, la **question du logement** apparaît comme le **problème principal**, quel que soit le genre, soulignant l'ampleur transversale de cette préoccupation dans la société.

Même lorsque plusieurs défis sont mis en parallèle, les **écarts de genre** tendent à se concentrer autour de **thèmes-clés**. L'importance accordée aux **inégalités sociales**, à la **santé** et à la **sécurité sociale** concerne plus spécifiquement les femmes, tandis que les hommes expriment une inquiétude relativement plus forte à l'égard des **questions économiques**, bien que ces dernières soient également présentes dans les préoccupations féminines. Ces différences reflètent moins des oppositions de valeurs que des **expériences sociales distinctes**, qui orientent la perception de l'urgence et la priorisation des enjeux publics.

3. La capacité des partis à solutionner les défis les plus urgents

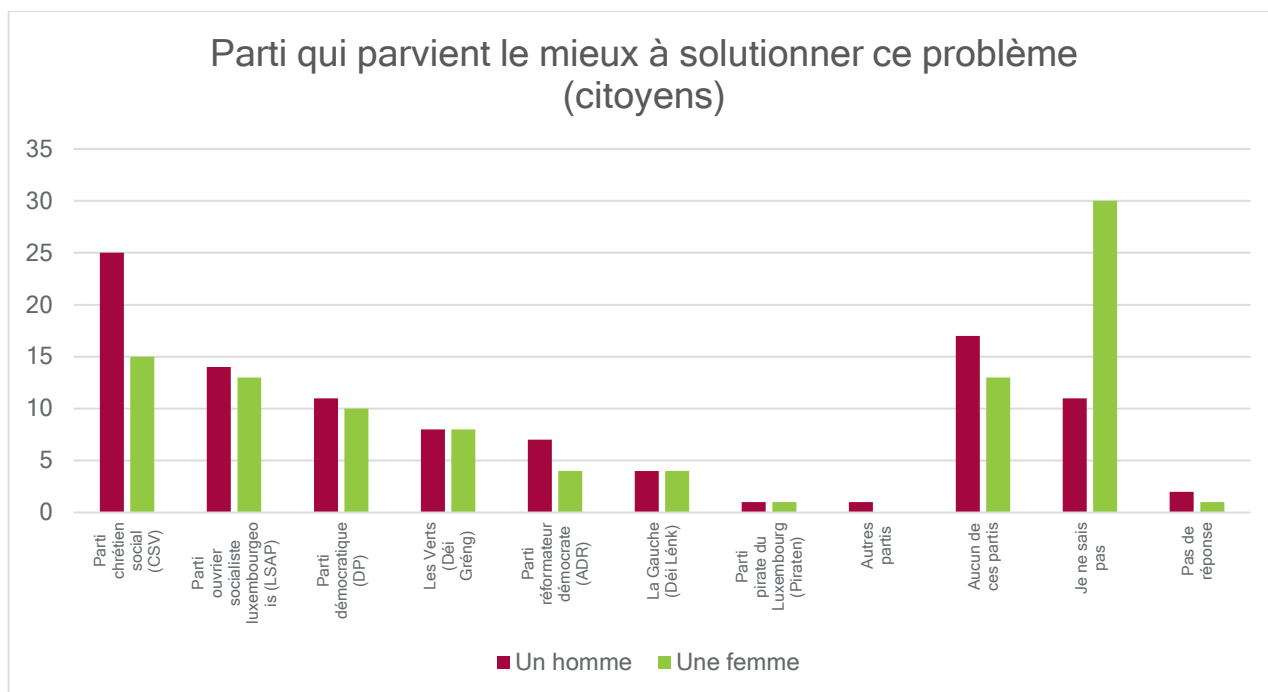


Figure 13 Parti qui parvient le mieux à solutionner ces problèmes

Lorsque les participants sont invités à indiquer **quel parti politique serait le plus à même de résoudre les problèmes qu'ils jugent prioritaires**, les résultats de POLINDEX 2025 font apparaître des **différences de genre particulièrement nettes** dans la manière de se projeter dans l'offre partisane. Les **hommes** se montrent globalement **plus assertifs et plus confiants** dans leur capacité à identifier un parti susceptible d'apporter des solutions, tandis que les **femmes** sont proportionnellement **beaucoup plus nombreuses à déclarer ne pas savoir** quel parti serait le mieux placé pour répondre à ces enjeux. Cette divergence suggère un **rapport différencié à la compétition partisane**.

Chez les hommes, on observe une forme de **polarisation plus marquée**, traduite par une concentration plus importante des réponses en faveur d'un parti donné. En particulier, ils sont **nettement plus enclins** à considérer que le **Parti chrétien-social (CSV)** serait le plus à même de résoudre les problèmes identifiés.

À l'inverse, les réponses des **femmes** apparaissent **plus dispersées** entre plusieurs formations politiques, ce qui peut être interprété comme une **réserve plus grande à l'égard des promesses partisanes** ou comme une difficulté à se reconnaître pleinement dans l'offre politique existante.

Une exception notable concerne le **Parti démocratique (DP)**, pour lequel les femmes se montrent **moins en accord avec les hommes**, accentuant le différentiel de genre dans l'évaluation de la capacité des partis à agir efficacement. Cette moindre adhésion ne traduit pas nécessairement un rejet spécifique, mais s'inscrit dans une **distance plus générale à l'égard de l'identification partisane**.

Par ailleurs, la proportion significative de répondants – hommes comme femmes – ayant choisi l'option « **aucun de ces partis** » constitue un indicateur particulièrement révélateur. Elle témoigne d'un **scepticisme transversal** quant à la capacité de l'ensemble des formations politiques luxembourgeoises à résoudre les problèmes jugés les plus importants. Cette réponse exprime moins une indifférence politique qu'un **doute à l'égard de l'efficacité partisane**, en cohérence avec les résultats de POLINDEX mettant en évidence une distance critique vis-à-vis des partis politiques.

III. Confiance du public et perceptions de la politique

Dans cette partie de l'analyse, la **confiance du public** et les **perceptions de la politique** occupent une place centrale. Elles constituent des indicateurs essentiels pour appréhender le **niveau et la nature de l'intérêt politique** des citoyens, tout en permettant d'identifier l'existence éventuelle de **différences genrées significatives** susceptibles d'éclairer les attitudes, les attentes et les comportements civiques. L'examen conjoint de ces dimensions offre ainsi un cadre analytique pertinent pour comprendre comment les rapports à la politique se structurent au sein de la société luxembourgeoise et dans quelle mesure ils sont façonnés par des expériences sociales différenciées.

1. L'intérêt pour la politique

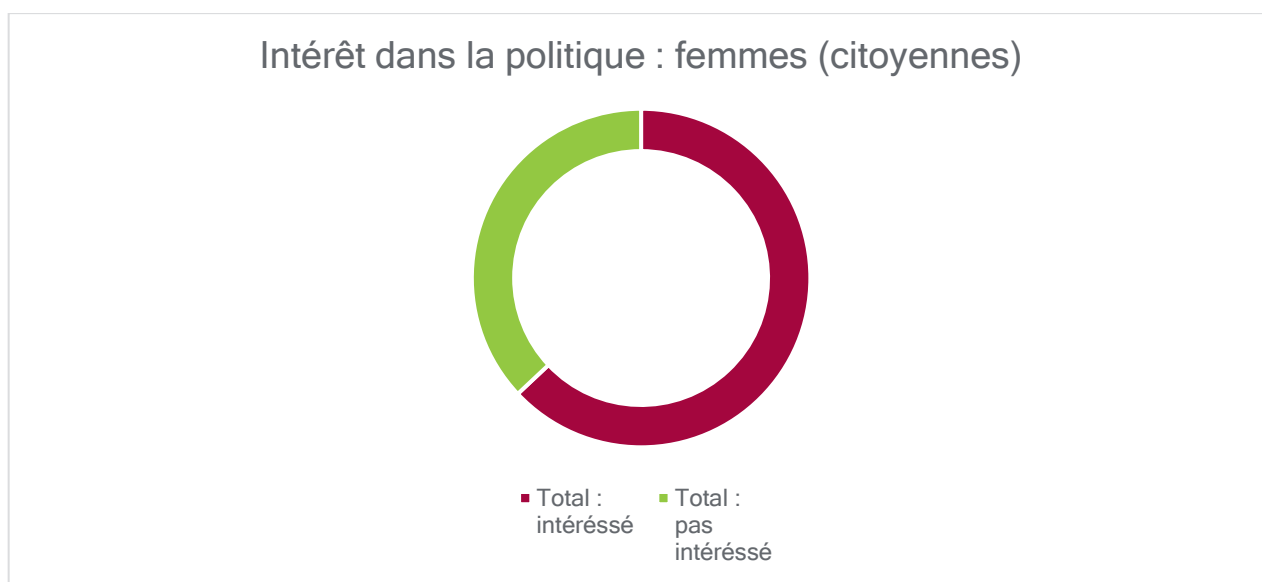


Figure 14 Intérêt dans la politique : femmes

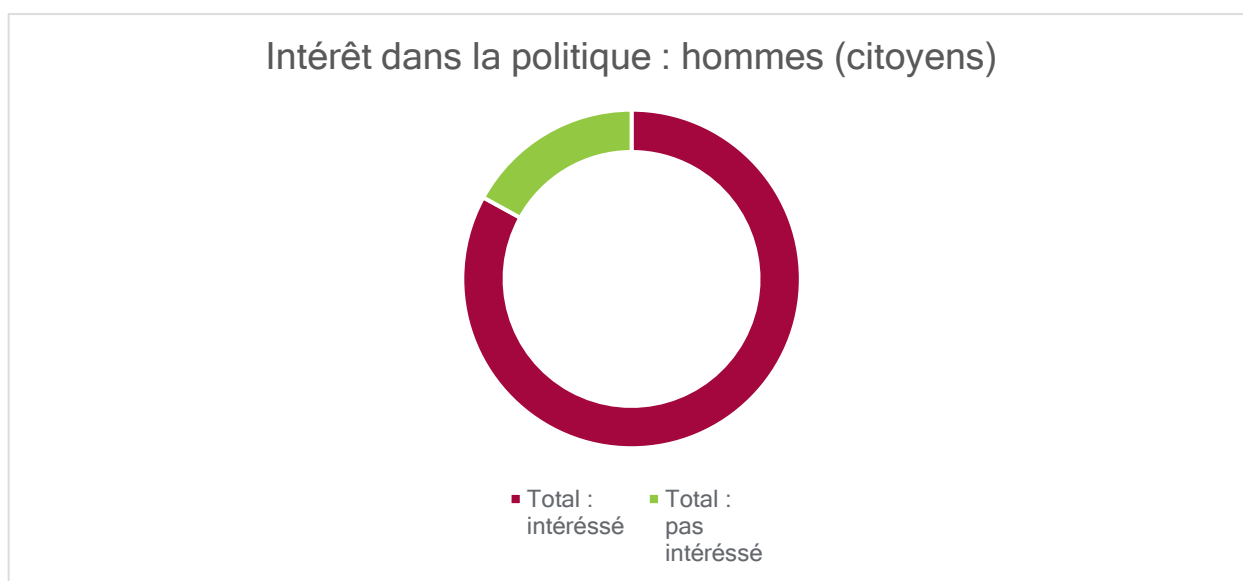


Figure 15 Intérêt dans la politique : hommes

Ces graphiques ci-dessus font référence à la question sur l'intérêt pour la politique, la distinction apparaît très clairement ; **les hommes sont plus intéressés par la politique en proportion que les femmes.**

Il est possible d'expliquer cette différence par des éléments étudiés empiriquement, il s'agit en effet d'une inscription dans la logique de « gender gap » dans les questions politiques : les femmes se distancient plus facilement et plus fréquemment du champ politique général, non par désintérêt absolu, mais du fait d'un rapport plus critique et parfois même d'une perception d'exclusion relative de ces sphères (par l'interprétation de la représentation politique des femmes et du fait que les proportions de femmes soient relativement toujours plus basses dans les institutions luxembourgeoises que dans la population générale). Cela se traduirait donc non pas d'un désintérêt ou d'une lassitude mais plutôt d'une **attitude de réserve vis-à-vis des politiques**, ce qui s'ancre dans les dynamiques de socialisation politique de représentation.

2. Les sentiments pour la politique

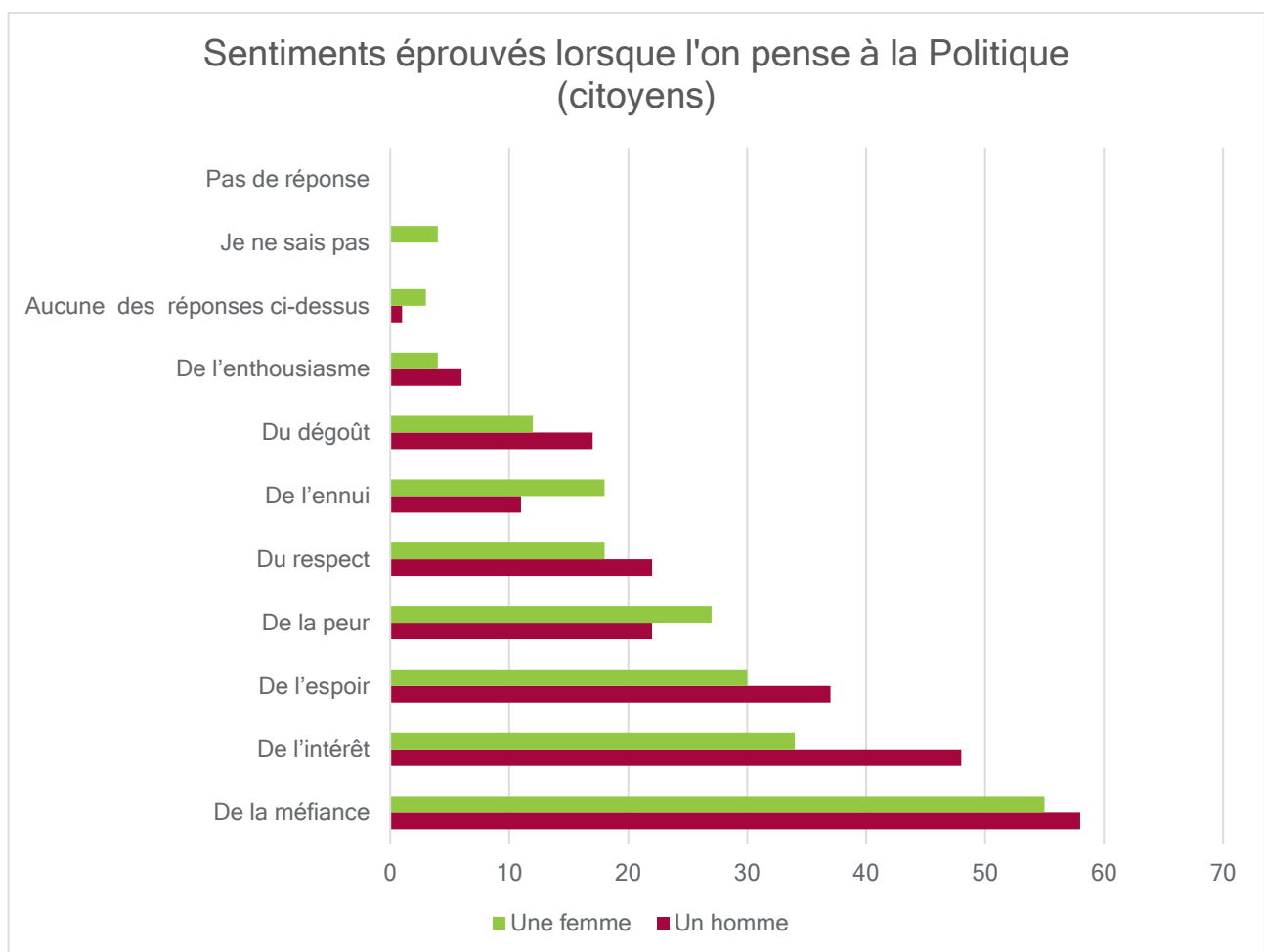


Figure 16 Sentiments éprouvés lorsque l'on pense à la Politique

Ce graphique nous rappelle les résultats du graphique sur l'état de vie général des participants mais encore plus polarisé : alors que les hommes étaient plus optimistes et utilisaient des mots positifs pour décrire leur expérience, ici vient s'ajouter des aspects négatifs quant aux sentiments éprouvés lorsque le participant pense à la politique. Ils choisissent tout de même plus de mots dits « positifs » (enthousiasme, respect, espoir, intérêt) que les femmes mais ils sont aussi très marqués par la méfiance et le dégoût qu'ils ressentent.

Les femmes, elles, continuent à exprimer des sentiments plutôt « négatifs », elles choisissent plus que les hommes les sentiments d'ennui et de peur en pensant à la politique (même si elles sont tout aussi méfiantes que les hommes et que leur intérêt surpasse les statistiques de peur et d'ennui). Cette observation s'inscrit parfaitement avec tout ce que nous avons observé précédemment.

3. La confiance dans les institutions

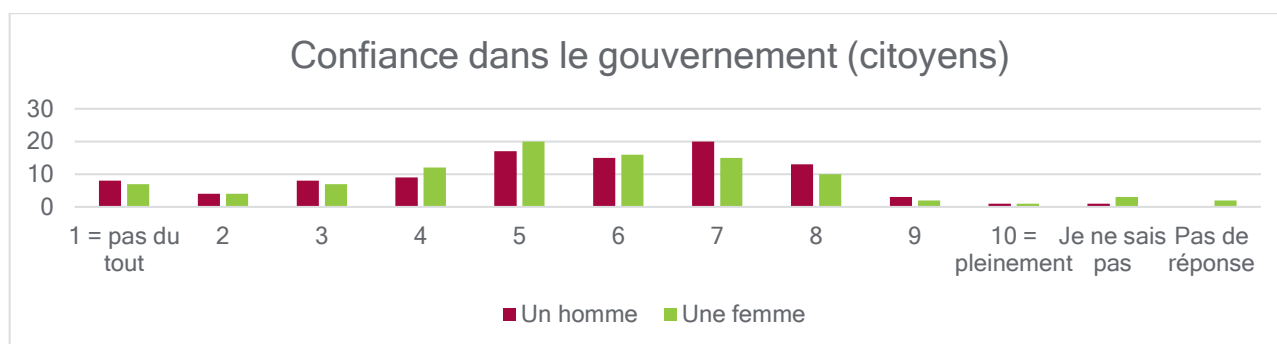


Figure 17 Confiance dans le gouvernement

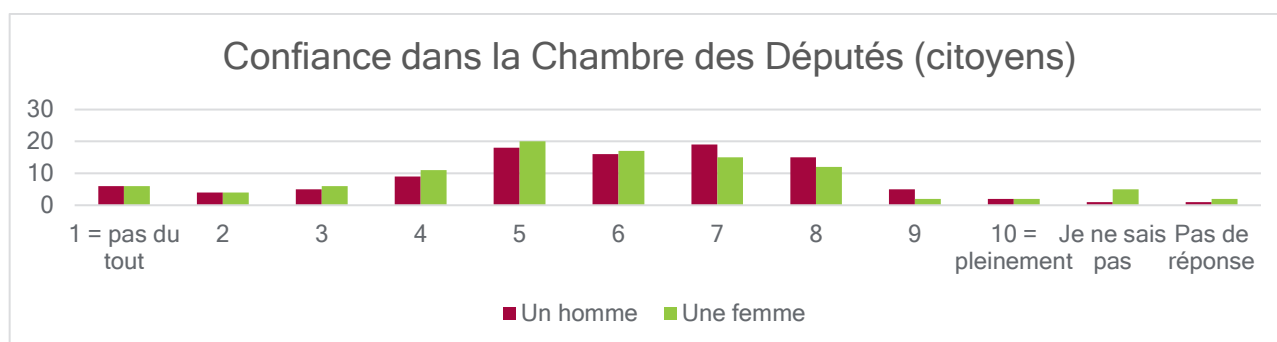


Figure 18 Confiance dans la Chambre des Députés

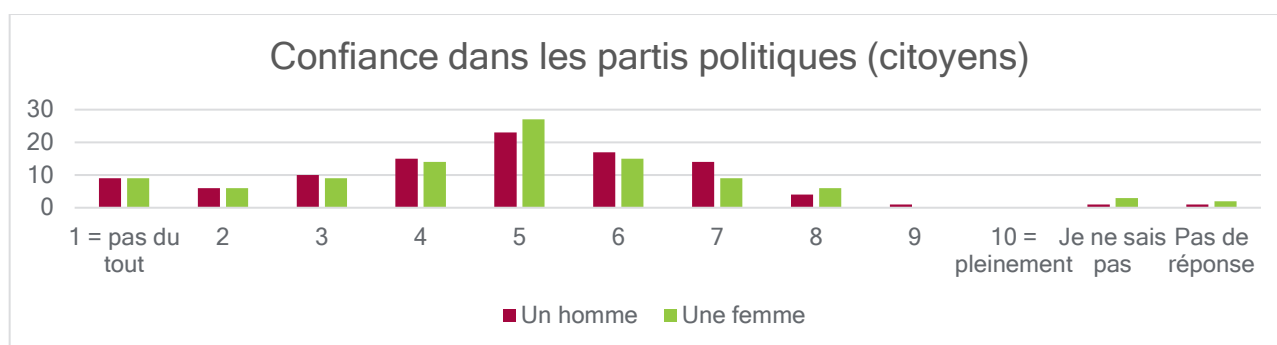


Figure 19 Confiance dans les partis politiques

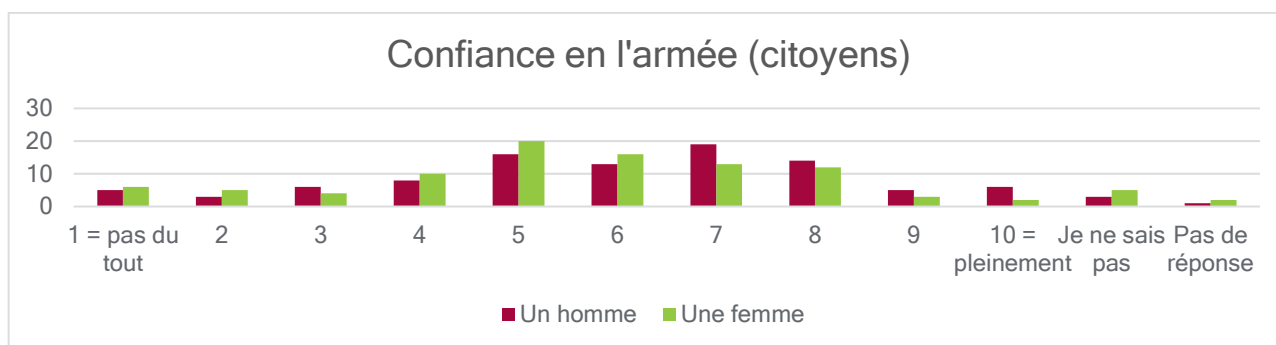


Figure 20 Confiance en l'armée

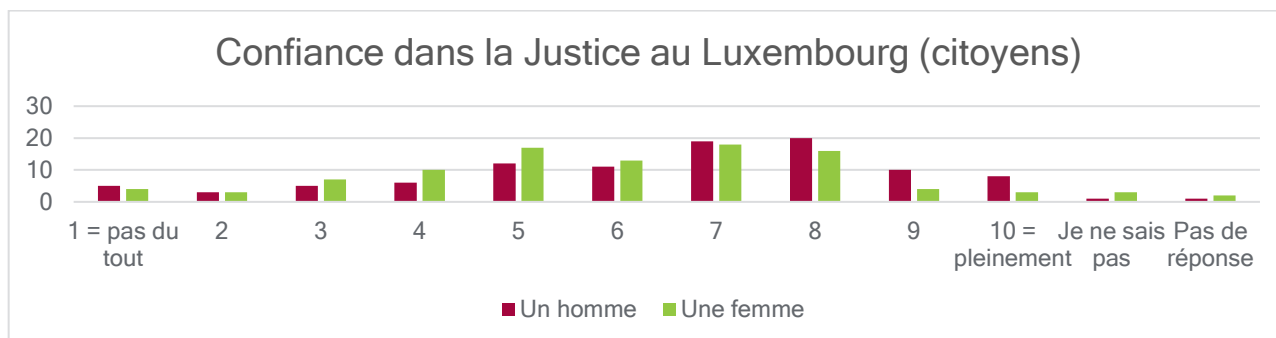


Figure 21 Confiance dans la Justice au Luxembourg

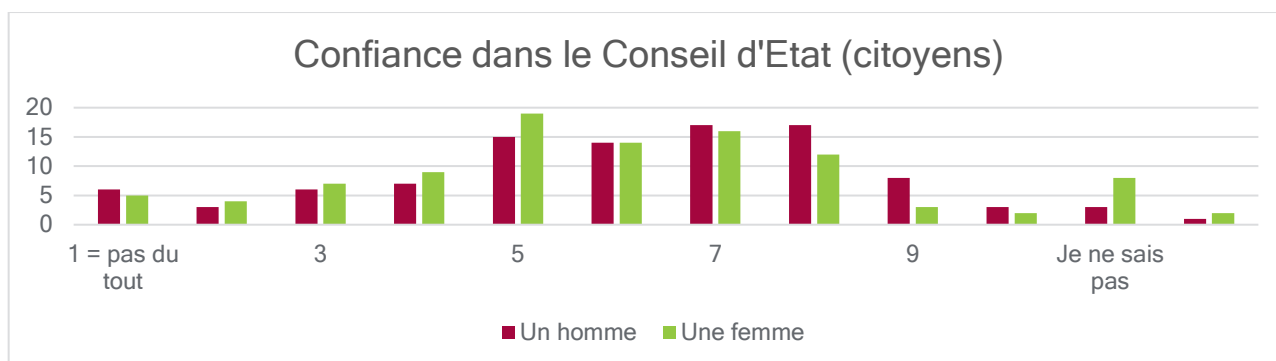


Figure 22 Confiance dans le Conseil d'Etat

Lorsqu'il est question de la confiance dans les institutions luxembourgeoises, nous sommes toujours face à une sorte de scepticisme des femmes qui votent davantage pour le score de 5 (1 égalant pas du tout de confiance et 10 pleinement de confiance). Mais les résultats sont plutôt homogènes, sauf pour choisir 9 ou au-dessus ; les femmes sont plus réticentes à choisir cet extrême. Cette différence est tout de fois complexe car **même si les hommes témoignent généralement d'une confiance plus élevée dans les institutions luxembourgeoises, la confiance des femmes est plus nuancée et sélective.** Cet écart révèle un double dynamique : d'une part, les hommes manifestent une plus grande inclination à accorder une présomption de légitimité aux structures institutionnelles luxembourgeoises, d'autre part, les femmes semblent s'engager dans une forme de pensée plus critique, plus vigilante, témoignant sûrement d'une **conscience accrue des limites et des dysfonctionnements du système.**

Cette différence de perception peut être interprétée comme le résultat d'expérience différenciée dans la représentativité : les femmes, historiquement moins représentées dans les instances de pouvoir, pourrait éprouver une relation plus distante ou même plus exigeante vis-à-vis des institutions et même des représentants politiques ; tandis que les hommes, se reconnaissant plus dans ce système, pouvant alors avoir l'impression que leurs propres intérêts sont reflétés.

4. Les modalités de la construction de l'opinion

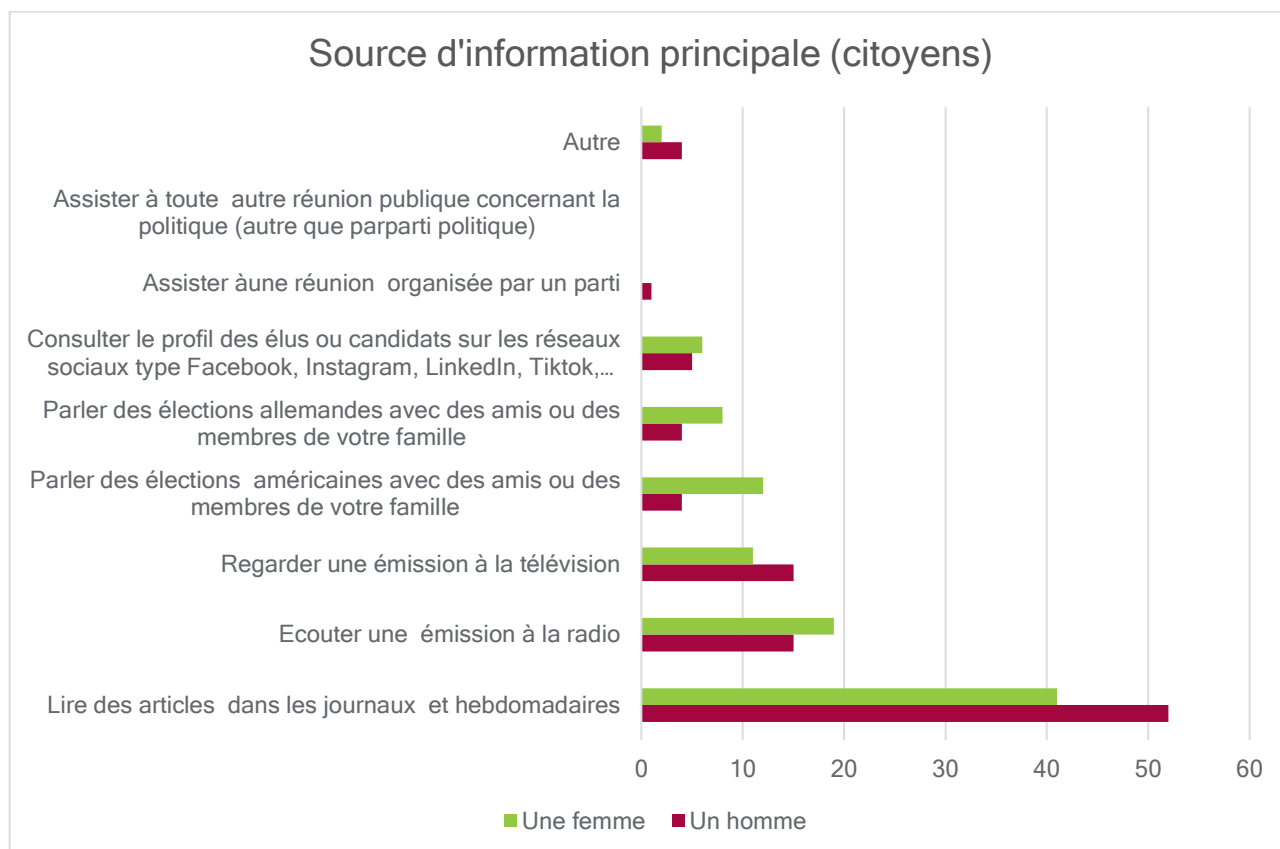


Figure 23 Source d'information principale

S'agissant des sources principales de collecte d'information à des fins d'éducation politique, l'analyse met en évidence des différences genrées significatives dans les pratiques informationnelles. Les femmes tendent à diversifier davantage leurs sources d'information que les hommes, tandis que ces derniers apparaissent plus fortement influencés par des sources médiatiques traditionnelles, telles que les articles de presse écrite ou les émissions télévisées d'information.

Les femmes se montrent, en revanche, plus enclines à discuter des élections et des enjeux politiques avec leurs proches, mobilisant ainsi des réseaux sociaux de proximité comme ressources informationnelles pour se forger une opinion politique. Cette orientation vers des échanges interpersonnels et des sources multiples suggère une conception de l'information politique comme un processus social et dialogique, fondé sur la confrontation des points de vue et l'expérience partagée.

Cette différence dans les modes d'accès à l'information peut contribuer à éclairer certaines variations observées dans les priorités politiques. Le fait que les femmes s'appuient davantage sur des sources d'information à dimension sociale peut favoriser une sensibilité accrue aux enjeux sociaux et humains, tandis que les hommes, davantage exposés à des canaux d'information institutionnalisés et stabilisés, peuvent être plus influencés par des cadrages traditionnels des enjeux politiques. Il ne s'agit toutefois pas d'un déterminisme strict, mais d'une tendance générale dans les pratiques informationnelles.

Même lorsque les écarts observés apparaissent quantitativement modestes, ils témoignent d'orientations distinctes dans la manière de s'informer politiquement. Les femmes semblent plus enclines à croiser plusieurs sources afin d'élaborer une perspective plurielle et de construire une réflexion nuancée et critique, ce qui rejoint les résultats précédents mettant en évidence une plus grande réserve à l'égard des positions partisans tranchées. Les hommes, quant à eux, privilégient davantage des sources établies et institutionnelles, perçues comme plus stables et offrant une continuité dans le traitement de l'information politique.

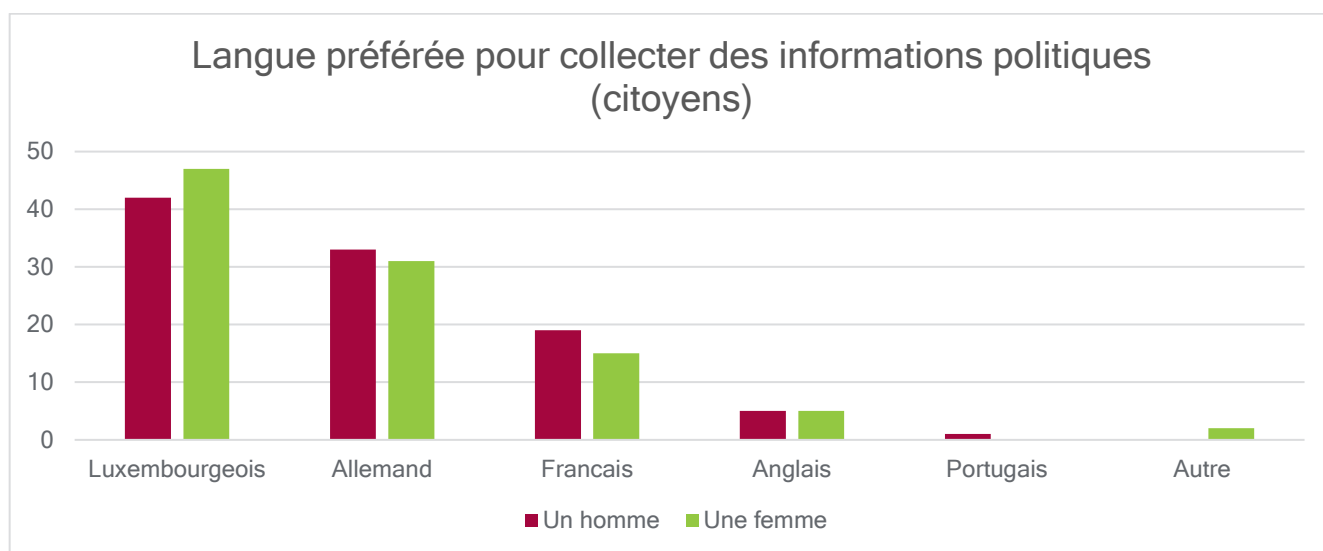


Figure 24 Langue préférée pour collecter des informations politiques

La langue privilégiée pour la collecte d'informations politiques révèle également une **différence genrée légère**, dont la portée statistique et interprétative mérite d'être discutée avec prudence. Les résultats indiquent que les **femmes** ont tendance à s'informer **un peu plus fréquemment en luxembourgeois** que les hommes. Si cet écart demeure limité et ne saurait être surinterprété, il peut néanmoins suggérer une **orientation légèrement plus marquée vers les canaux d'information nationaux** et vers les espaces discursifs liés à la vie politique locale. Cette tendance s'inscrit dans la continuité des résultats précédents relatifs à la diversification des sources d'information et au recours plus fréquent à des échanges de proximité, tout en appelant à des analyses complémentaires pour en évaluer la robustesse et les implications.

5. Le rapport aux élus et aux processus décisionnels

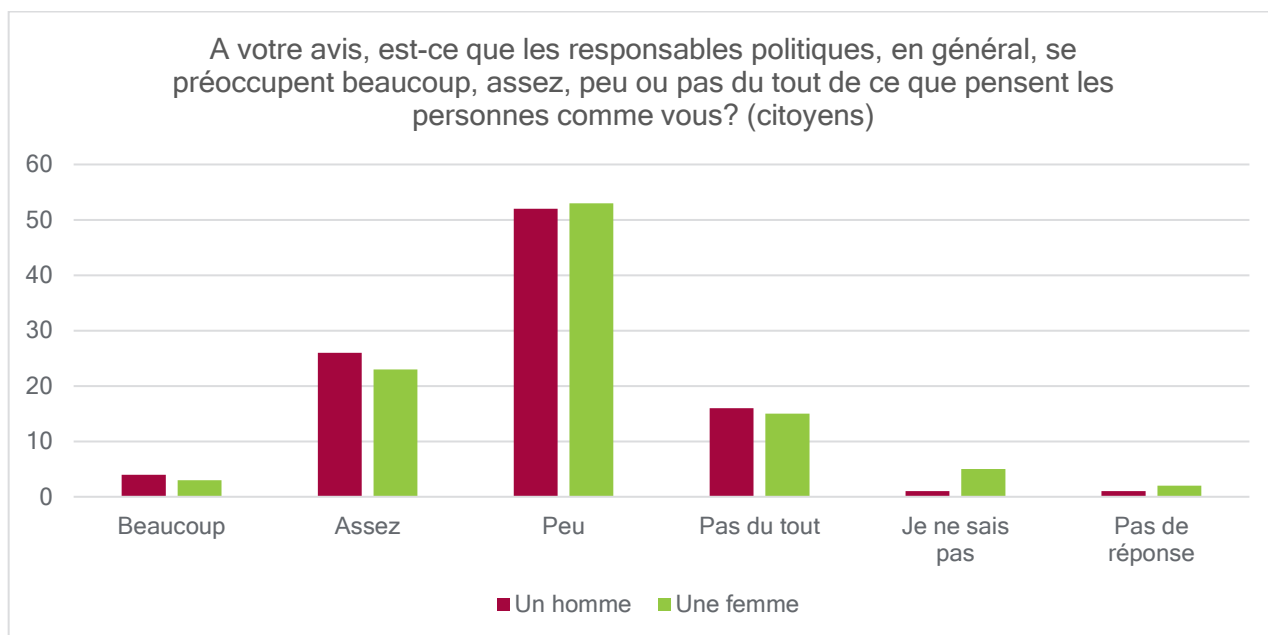


Figure 25 Est-ce que les responsables politiques, en général, se préoccupent beaucoup, assez, peu ou pas du tout de ce que pensent les personnes comme vous?

Le graphique relatif à la perception des responsables politiques et de la représentation confirme une **tendance déjà observée** dans les analyses précédentes. Si l'on observe une **relative homogénéité des avis** concernant le degré de préoccupation des responsables politiques à l'égard de l'opinion des citoyens, de **légères différences de distribution** apparaissent entre les genres. Les **hommes** présentent une **polarisation un peu plus marquée** dans leurs réponses, exprimant plus fréquemment des jugements tranchés, qu'ils soient positifs ou négatifs.

Toutefois, ces écarts ne modifient pas substantiellement le diagnostic général. Dans une analyse globale et statistiquement significative, le **sentiment exprimé par les citoyens demeure largement partagé**, indépendamment du genre. La perception d'une attention limitée des responsables politiques à l'égard des attentes citoyennes constitue ainsi un **constat transversal**, qui dépasse les clivages genrés et renvoie à une **expérience commune de la représentation**, marquée par une distance persistante entre gouvernants et gouvernés.

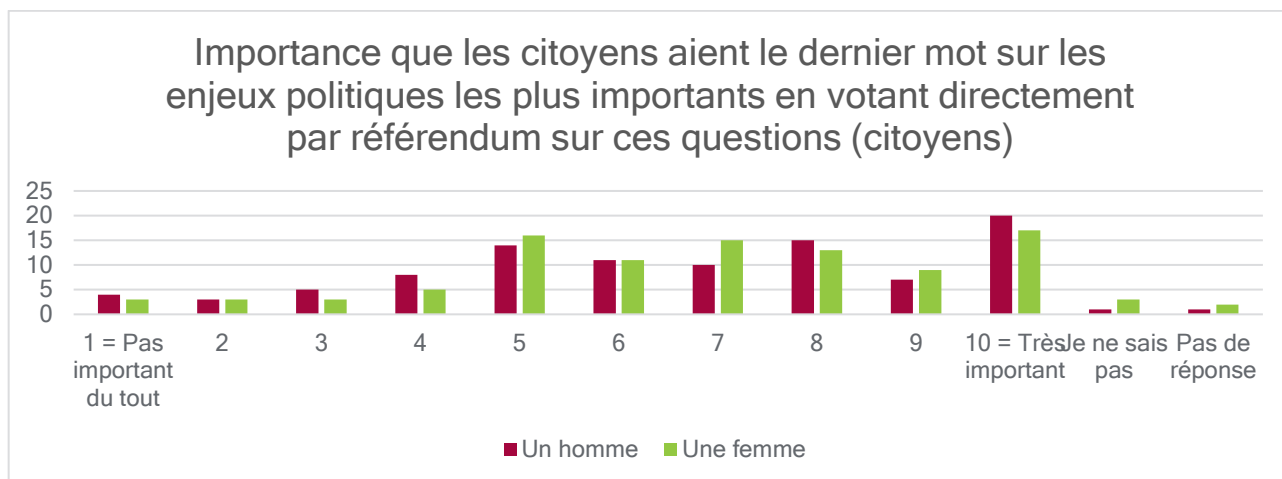


Figure 26 Importance que les citoyens aient le dernier mot sur les enjeux politiques les plus importants en votant directement par référendum sur ces questions

Les résultats relatifs à l'importance accordée au fait que les citoyens disposent du dernier mot sur les enjeux politiques majeurs par le biais de référendums sont particulièrement clairs. Hommes et femmes se déclarent majoritairement favorables, voire très favorables, à cette idée. Les différences observées portent essentiellement sur le degré d'importance accordé à ce mécanisme : les femmes tendent à exprimer des positions plus modérées et nuancées, tandis que les hommes se montrent plus fréquemment dans des jugements tranchés. Ces écarts relèvent toutefois davantage du style d'expression politique que d'une divergence de fond quant à l'adhésion au principe de la démocratie directe.

Dans l'ensemble, cette partie de l'analyse consacrée à la confiance et aux perceptions de la politique montre que, malgré l'existence de différences de genre ponctuelles, les diagnostics fondamentaux sont largement partagés. Les attitudes à l'égard de la démocratie, des institutions et des responsables politiques convergent fortement entre femmes et hommes. Lorsque des écarts apparaissent, par exemple en matière de confiance, ils demeurent généralement d'ampleur limitée et ne remettent pas en cause une base commune d'adhésion aux principes démocratiques.

En revanche, les modes d'information politique constituent un domaine où les différences genrées sont plus nettement structurantes. Les contrastes observés dans les pratiques informationnelles, diversification des sources, recours aux échanges de proximité, préférence pour certains canaux, offrent une clé d'interprétation centrale pour comprendre les variations dans les priorités, les attentes et les formes de rapport aux institutions et aux enjeux sociaux. Ces différences ne traduisent pas des niveaux inégaux d'intérêt ou de compétence politique, mais des logiques distinctes de socialisation et d'accès à l'information.

IV. Le statut de la démocratie

L'analyse des valeurs et perceptions citoyennes de la démocratie constitue une étape essentielle pour comprendre la solidité mais aussi la fragilité du système politique luxembourgeois. Cette étude permet de mieux cerner la manière dont les femmes et les hommes appréhendent les valeurs et les pratiques démocratiques dans l'analyse des nuances genrées des réponses.

1. La fonction de la démocratie et le vote

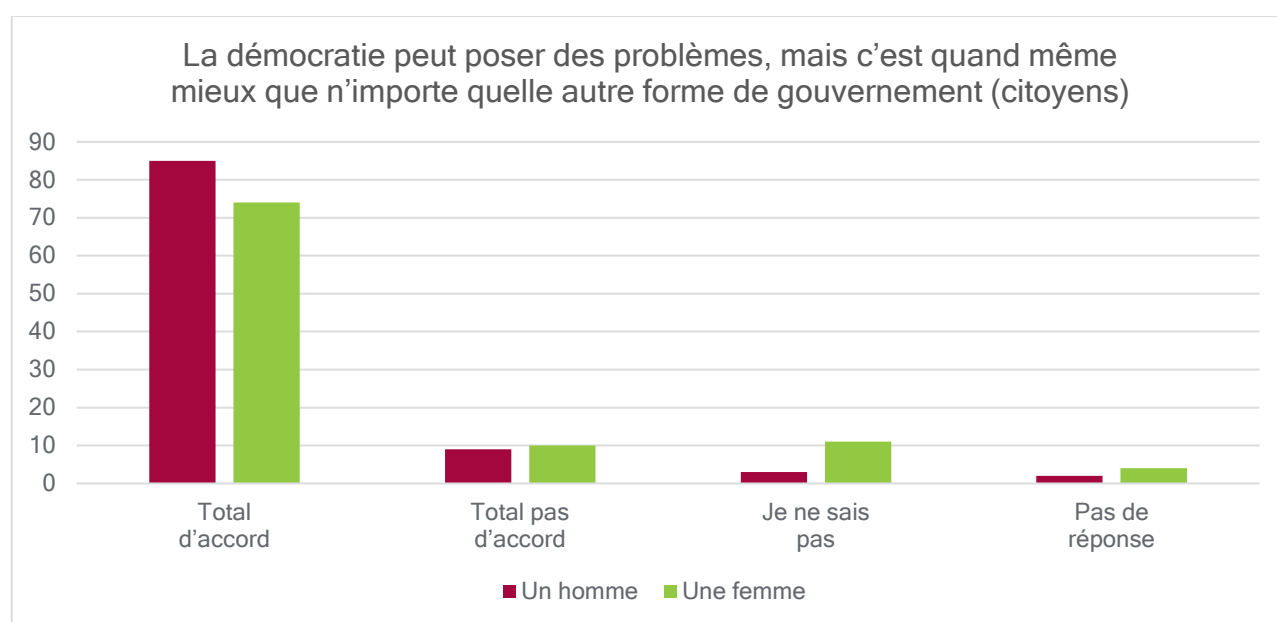


Figure 27 La démocratie peut poser des problèmes, mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement

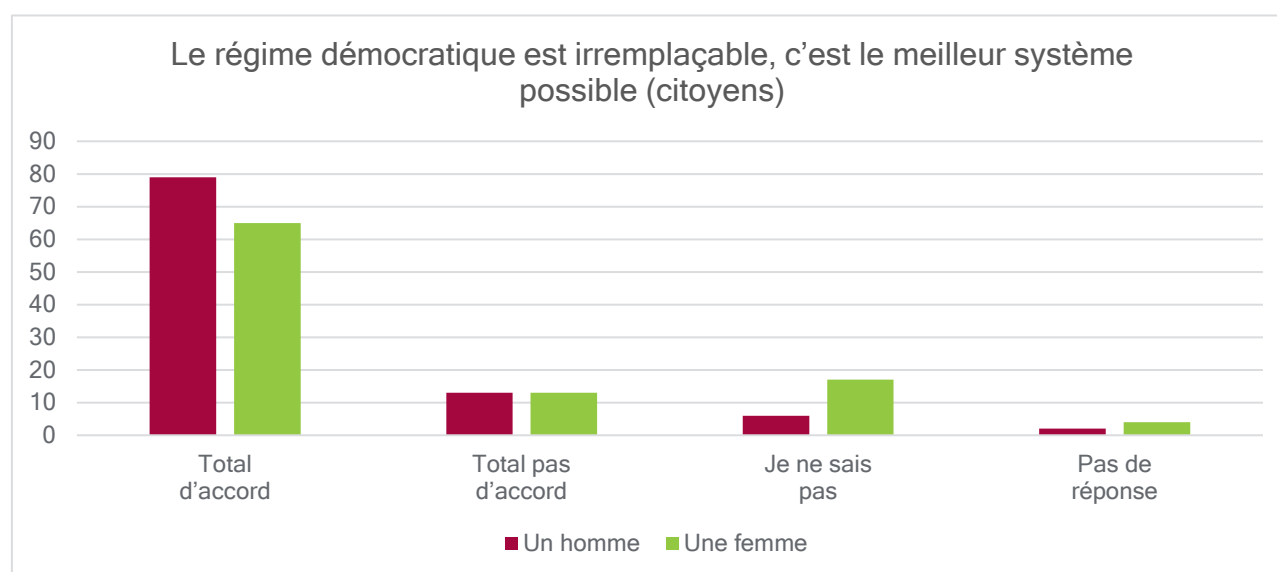


Figure 28 Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible

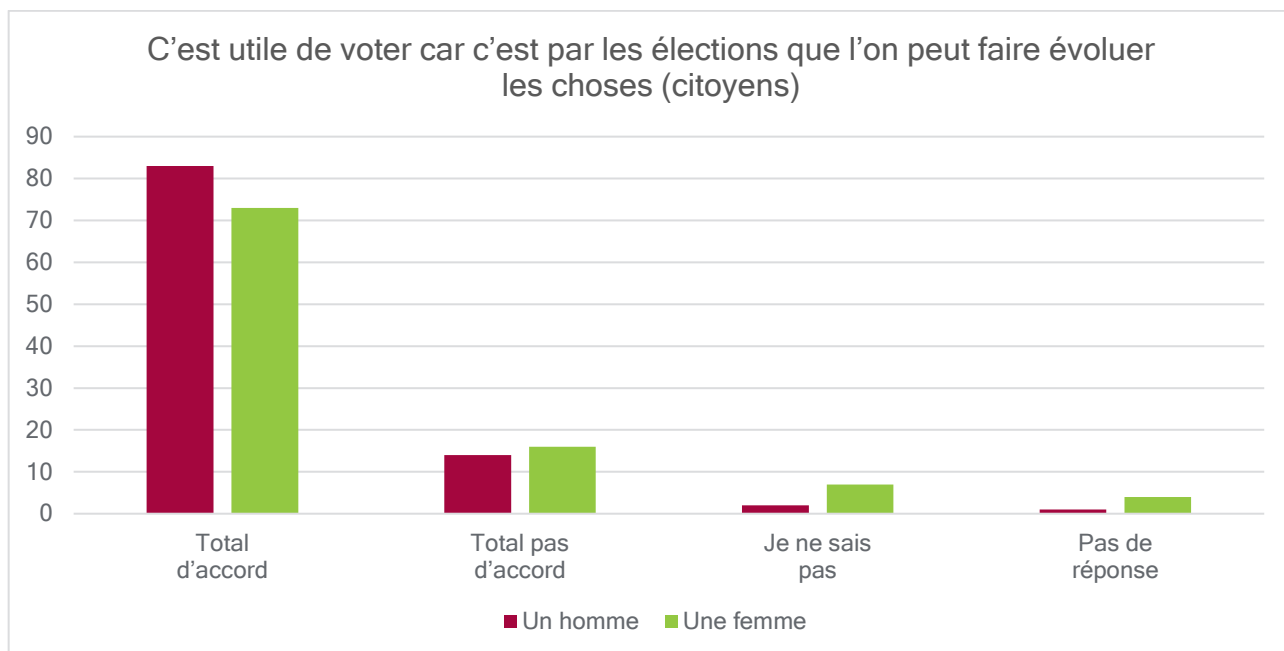


Figure 29 C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses

Dans un premier temps, les données relatives à l'**adhésion générale aux principes démocratiques**, mesurée à travers l'accord ou non avec plusieurs affirmations clés concernant le système politique démocratique (« *la démocratie peut poser problème, mais elle reste préférable à toute autre forme de gouvernement* », « *le régime démocratique est irremplaçable* », « *le vote est utile car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses* »), font apparaître un **large consensus au sein de la population**. Ces principes sont **massivement soutenus par l'ensemble des répondants**, avec des différences de genre **faibles et quantitativement limitées**.

Les **hommes** apparaissent proportionnellement **légèrement plus nombreux** à exprimer une adhésion claire et sans réserve à ces énoncés. Toutefois, cet écart demeure marginal et ne remet nullement en cause la **convergence fondamentale des attitudes** à l'égard de la démocratie. Ce résultat s'inscrit pleinement dans la continuité des analyses développées dans le rapport : si les **femmes partagent largement ce consensus démocratique**, elles tendent plus fréquemment à adopter une **attitude plus nuancée et critique**, traduisant une vigilance accrue à l'égard non seulement des principes abstraits de la démocratie, mais aussi de leurs **modalités concrètes de mise en œuvre**.

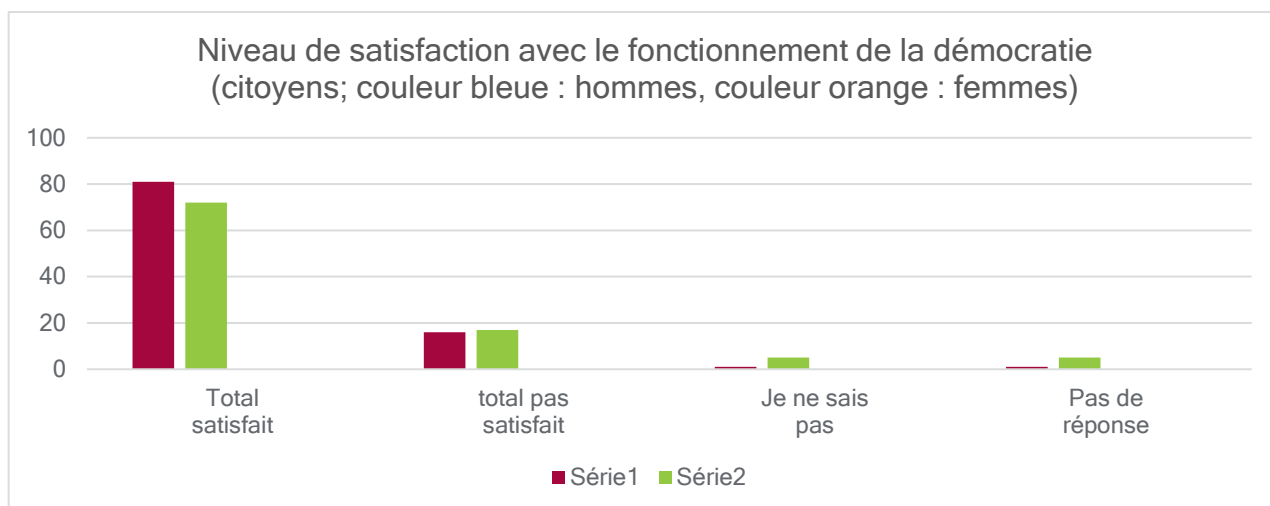


Figure 30 Niveau de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie

Différence minime mais à noter : les hommes sont encore plus satisfaits dans le fonctionnement de la démocratie au Luxembourg alors que les femmes sont moins satisfaites que les hommes, bien que le consensus soit que les citoyens soient satisfaits.

Nous avons demandé à nos sondés ayant exprimé une insatisfaction à l'égard de la démocratie d'indiquer dans quelle mesure les sentiments suivants s'appliquent à eux, sur une échelle de 1 à 10, où 1 correspond à la plus forte pertinence (s'applique complètement). La raison sous-jacente la plus importante de l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie, tant chez les femmes que chez les hommes, est le sentiment que les politiciens ne se soucient pas du sort des gens ordinaires.

2. Le sentiment d'impuissance et d'exclusion

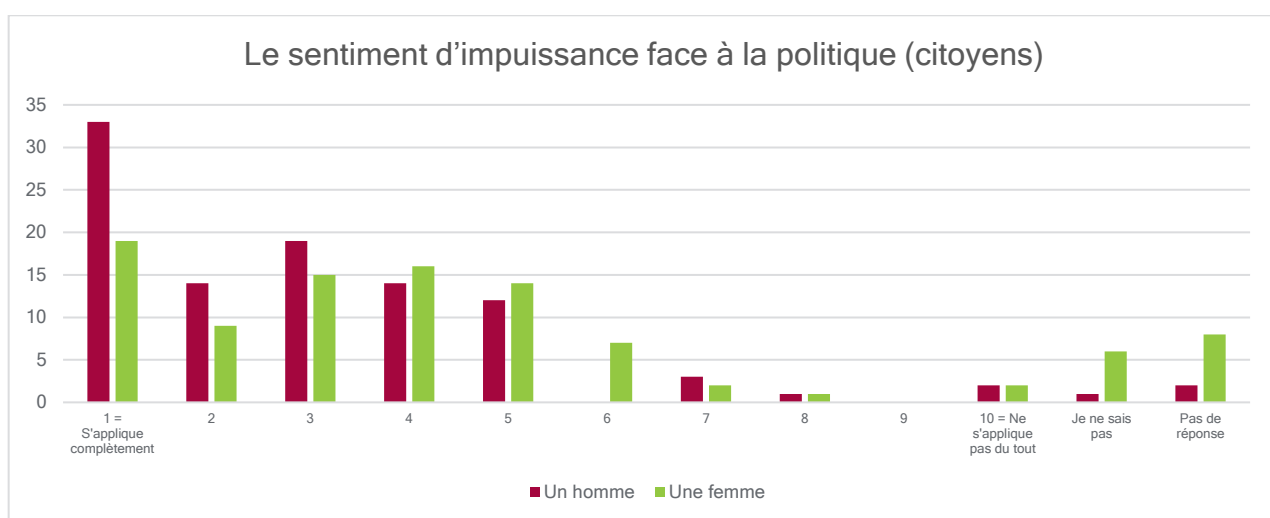


Figure 31 Le sentiment d'impuissance face à la politique

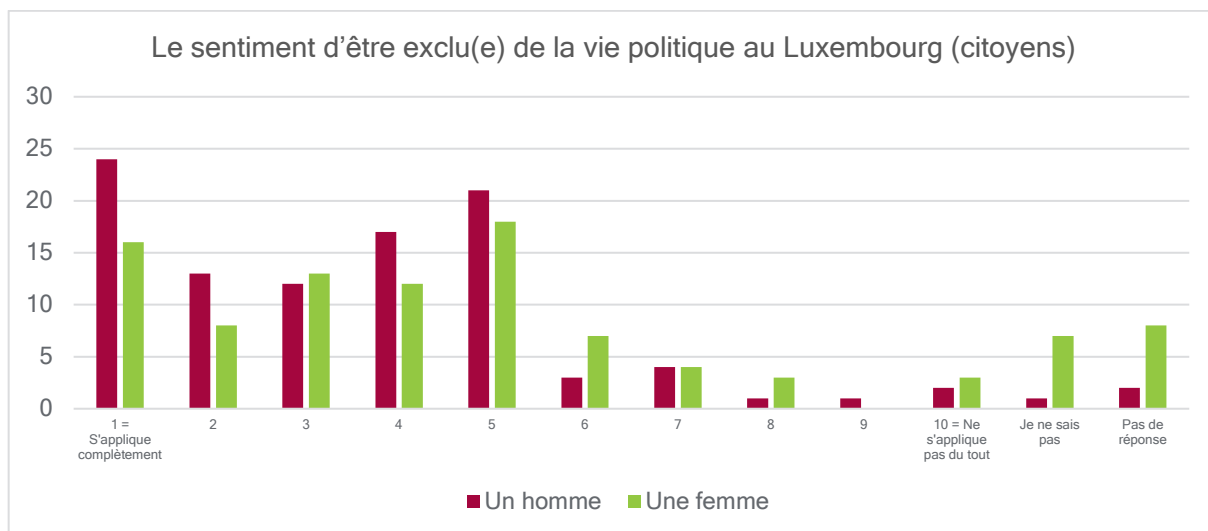


Figure 32 Le sentiment d'être exclu(e) de la vie politique au Luxembourg

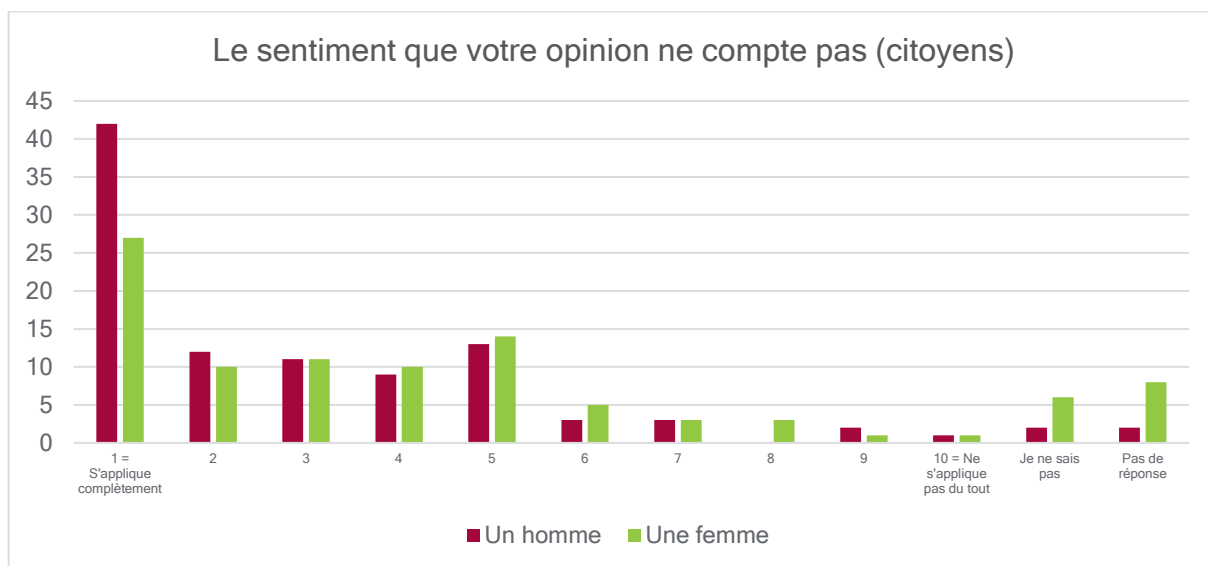


Figure 33 Le sentiment que votre opinion ne compte pas

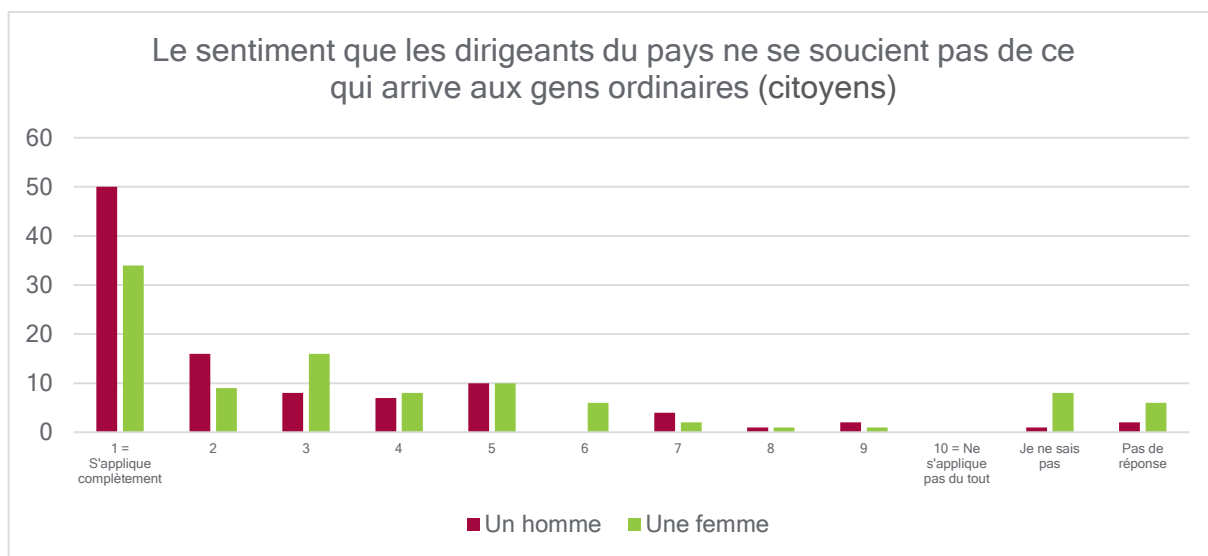


Figure 34 Le sentiment que les dirigeants du pays ne se soucient pas de ce qui arrive aux gens ordinaires

La grande majorité des personnes insatisfaites du fonctionnement de la démocratie se sentent également exclues de la vie politique du pays et considèrent que leur opinion ne compte pas. Dans les deux cas, les hommes ont exprimé une inquiétude plus marquée, bien que ces affirmations soient applicables aux hommes et aux femmes.

L'analyse de l'insatisfaction démocratique renforce toujours la même impression ; bien qu'il n'y ait pas d'opposition frontale, il existe tout de même des avis plus nuancés chez les femmes, ce qui témoigne d'une probable exigence plus élevée vis-à-vis du système démocratique et plus de raisons derrière leur insatisfaction du système démocratique.

Il est tout à fait possible que les attentes des femmes pour ces institutions soient différentes de celles des hommes, non seulement sur le point du fonctionnement technique, mais aussi en matière de justice sociale et d'égalité réelle, justifiant leur point de vue plus critique envers le système démocratique et les institutions. Ces différences sont en fait deux conceptions complémentaires : alors que l'un est tournée vers la justice et la représentativité, l'autre vers la stabilité et la performance institutionnelle.

3. Les modalités de la décision en politique

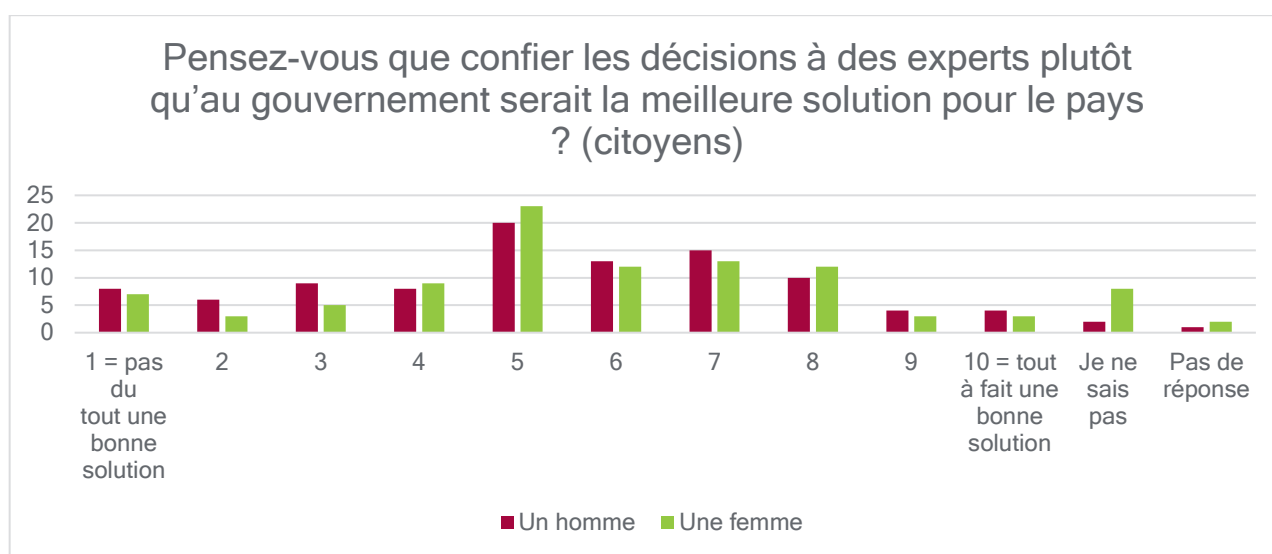


Figure 35 Si confier les décisions à des experts plutôt qu'au gouvernement serait la meilleure solution pour le pays

Bien que les résultats soient plutôt en accord avec le fait que les décisions devraient être prises par des experts plutôt qu'un gouvernement serait la meilleure solution pour le pays, on voit clairement un avis modéré, presque entre parfaitement entre le fait d'être en accord et ne pas être en accord, tout en penchant plus avec l'accord. Ici, les femmes sont plutôt plus enclines à nuancer leurs avis sur le fait que cela soit une bonne solution, à différents degrés, alors que les hommes ont tendance à penser un peu moins qu'il s'agirait d'une bonne solution.

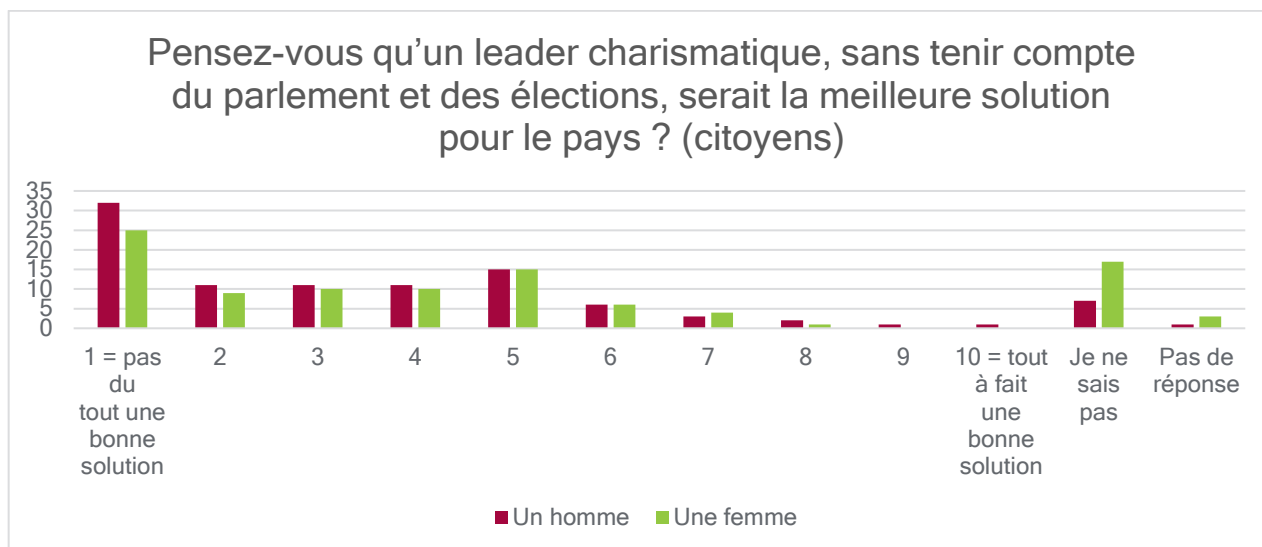


Figure 36 Si un leader charismatique, sans tenir compte du parlement et des élections, serait la meilleure solution pour le pays

Les Luxembourgeois soutiennent la démocratie en majorité (entre 1 et 5 sur ce graphique, qui répond qu'un leader charismatique, sans tenir compte des élections démocratiques et du parlement, ne serait pas la meilleure solution pour le pays) et alors que les hommes soient clairs dans leur réponse, les femmes admettent ne pas savoir.

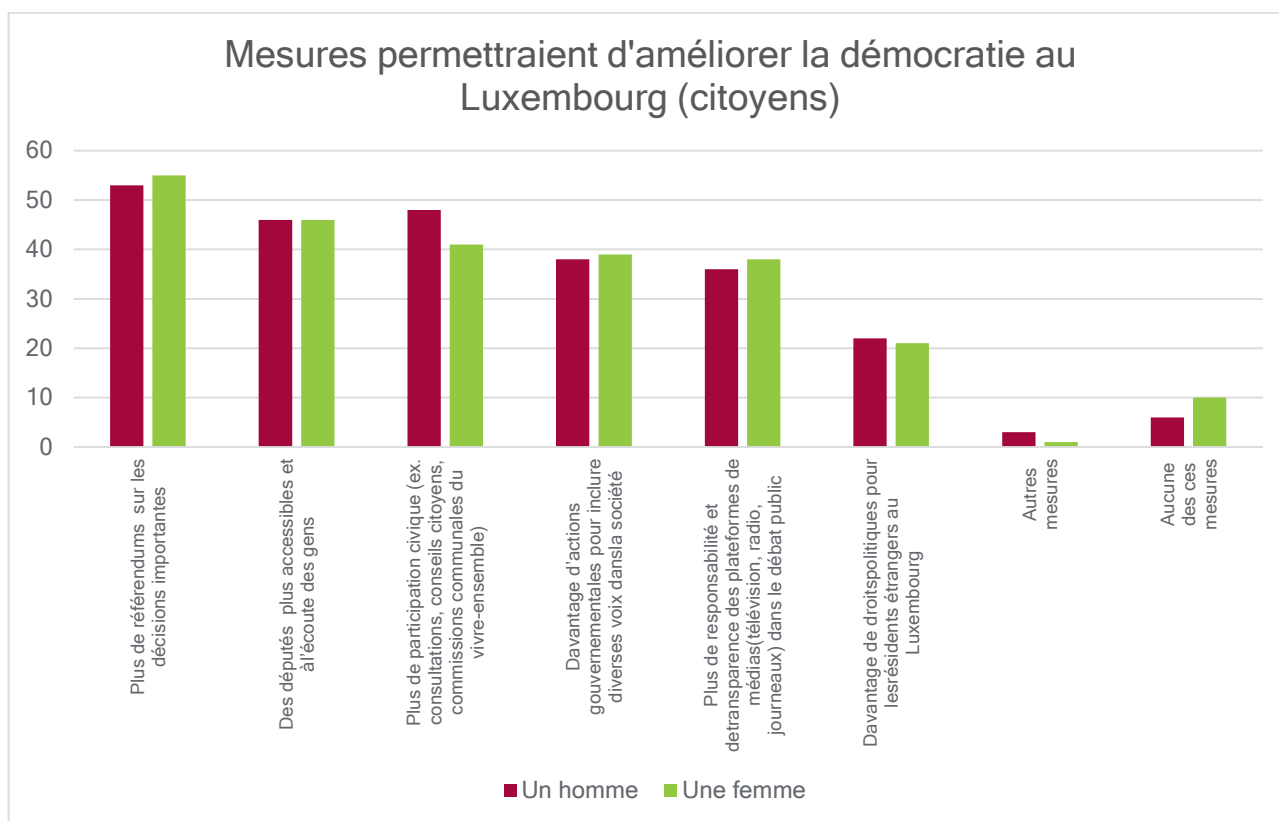


Figure 37 Mesures permettraient d'améliorer la démocratie au Luxembourg

Les citoyens luxembourgeois pensent que les décisions les plus importantes devraient être prises par référendum, dans l'optique d'inclure plus les citoyens dans le processus législatif, tout en demandant à leurs représentants d'être davantage présents pour eux : et ça, malgré les quelques différences, **ce sont des mesures qui font consensus chez les hommes et les femmes**, avec quelques priorités. **Les femmes demandent que les voix différentes de la société luxembourgeoise soient plus représentées alors que les hommes préféreraient plus de participation civique.**

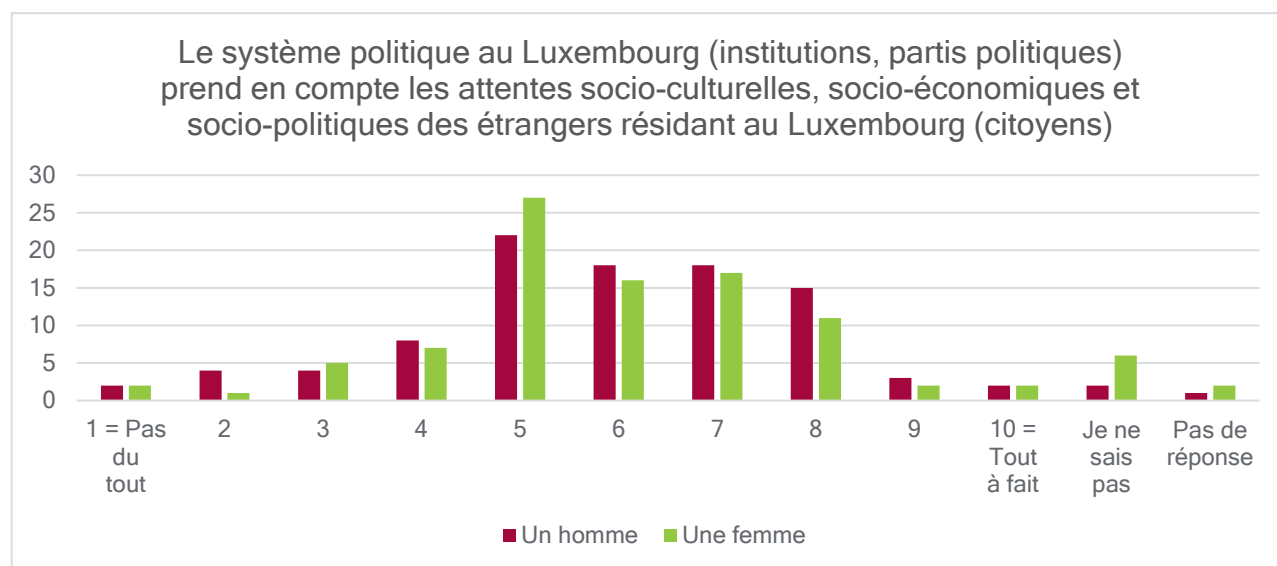


Figure 38 Si le système politique au Luxembourg prend en compte les attentes socio-culturelles, socio-économiques et socio-politiques des étrangers résidant au Luxembourg

4. La perception des étrangers et leurs contributions au Luxembourg

Les citoyens luxembourgeois pensent que le système politique au Luxembourg prend en compte les attentes socio-culturelles, socio-économiques et socio-politiques des étrangers résidant au Luxembourg avec toujours les mêmes différences genrées : les femmes sont toujours plus modérées, elles votent plus pour un avis équilibré (donc dans les environs de 5 sur ce graphique) que les hommes, même si les résultats indiquent encore un partage des avis.

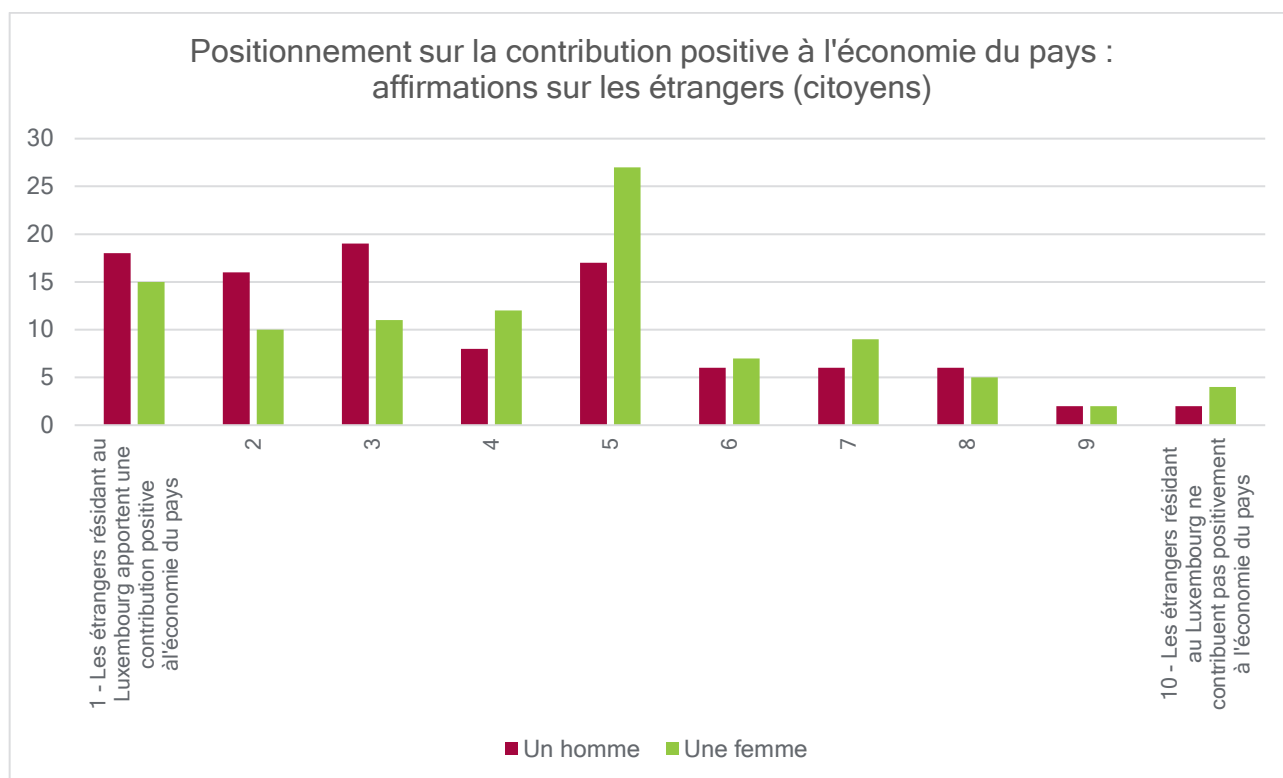


Figure 39 Positionnement sur la contribution positive à l'économie du pays : affirmations sur les étrangers

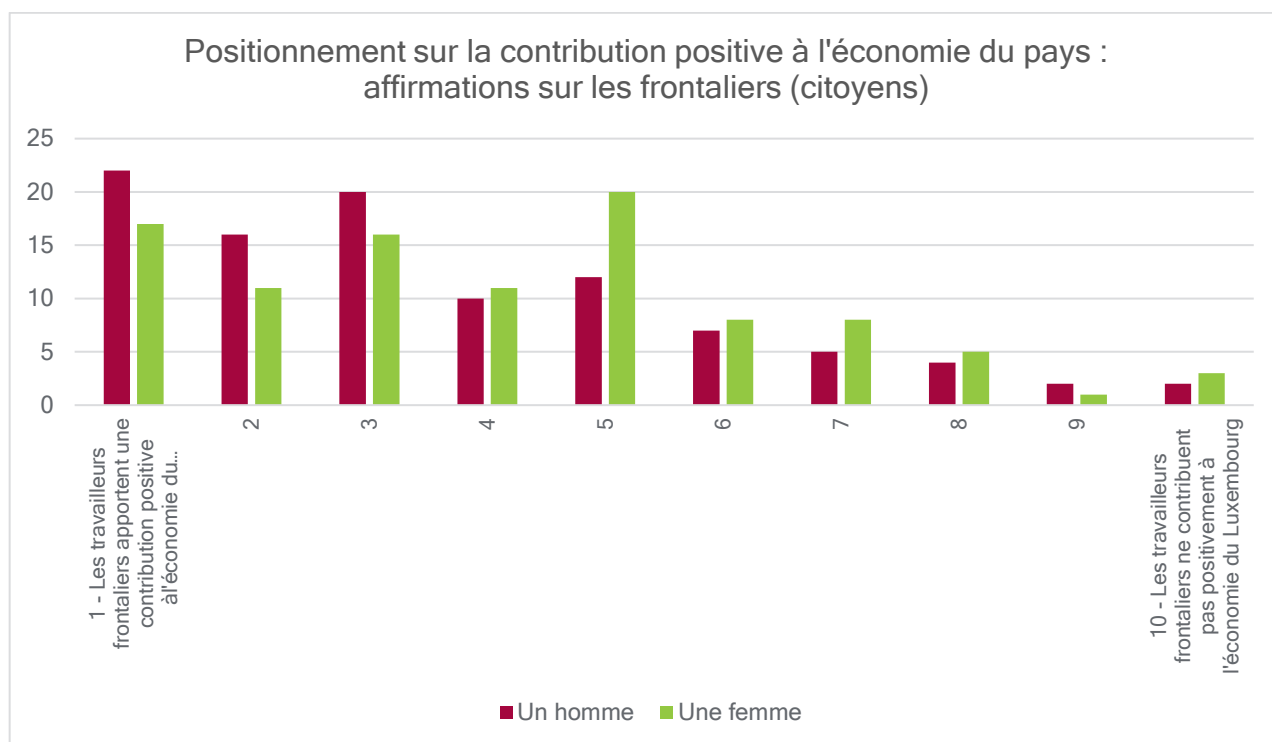


Figure 40 Positionnement sur la contribution positive à l'économie du pays : affirmations sur les frontaliers

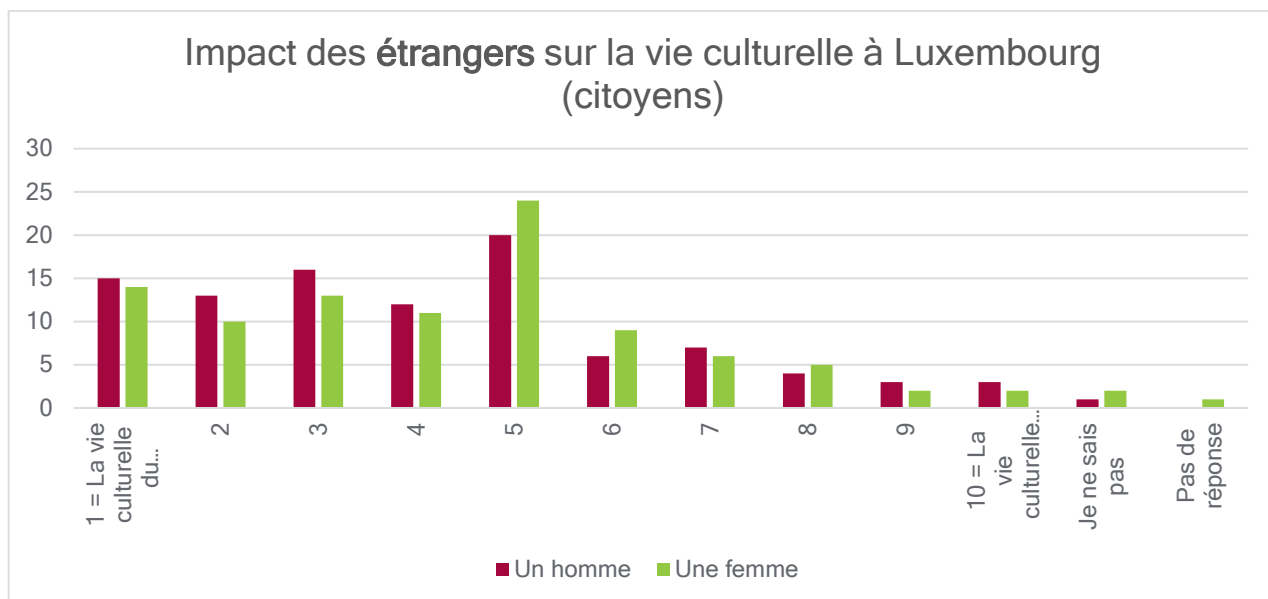


Figure 41 Impact des étrangers sur la vie culturelle à Luxembourg

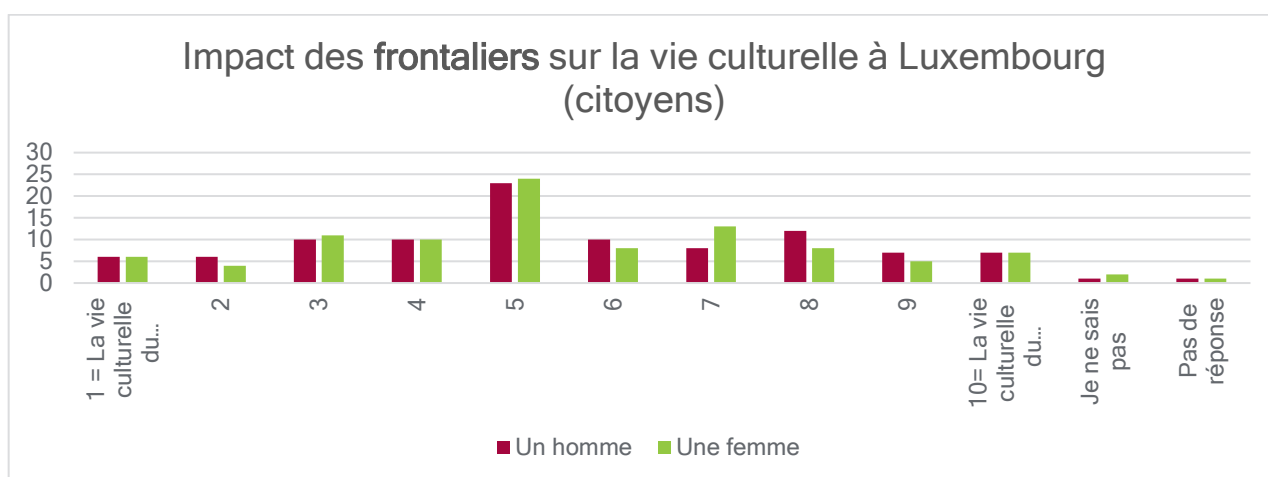


Figure 42 Impact des frontaliers sur la vie culturelle à Luxembourg

De manière générale, les **citoyens luxembourgeois** estiment que les **étrangers résidents** ainsi que les **travailleurs frontaliers** apportent une **contribution globalement positive à l'économie nationale**. Les résultats montrent également que la **vie culturelle au Luxembourg** est perçue comme **positivement influencée par la présence des étrangers**, tandis que l'impact culturel des travailleurs frontaliers est jugé de manière plus réservée. Cette hiérarchisation des perceptions confirme que la **proximité résidentielle et sociale** joue un rôle déterminant dans la reconnaissance culturelle, davantage que la seule contribution économique.

L'analyse par genre révèle toutefois des **différences de tonalité**. Les **femmes** ont tendance à considérer que les étrangers et les frontaliers apportent une contribution **légèrement moins positive** que celle perçue par les hommes, même si, dans leur grande majorité, elles reconnaissent également cette contribution comme positive.

En ce qui concerne l'impact culturel, les femmes adoptent plus fréquemment une **position intermédiaire**, exprimant une appréciation **plus nuancée** et moins tranchée que celle des hommes. Cette posture prudente se traduit par un positionnement plus fréquent au centre de l'échelle d'évaluation, plutôt que par des jugements fortement positifs ou négatifs.

Ces résultats viennent **nuancer l'idée selon laquelle les femmes exprimeraient systématiquement une ouverture plus marquée à l'inclusion** que les hommes. Alors que les analyses précédentes suggéraient une sensibilité féminine plus forte aux enjeux d'intégration et de cohésion sociale, cette question spécifique – portant sur la perception de la contribution économique et culturelle des étrangers et des frontaliers – révèle une **attitude plus réservée et plus réflexive**. À l'inverse, les hommes apparaissent ici légèrement plus enclins à formuler des jugements positifs explicites, ce qui peut être interprété non comme une ouverture accrue, mais comme une **lecture plus stabilisée et moins conditionnelle** de ces contributions, parfois orientée vers la préservation des équilibres existants et des cadres institutionnels.

Dans l'ensemble, cette partie de l'analyse contribue à **nuancer les contrastes genrés observés précédemment**. Si les hommes continuent d'exprimer un soutien plus affirmé aux **institutions et aux mécanismes formels de la démocratie**, les femmes se montrent **tout aussi concernées par les enjeux démocratiques**, mais adoptent plus fréquemment une posture de **vigilance critique**, en particulier lorsqu'il s'agit de représentation, d'intégration et de reconnaissance sociale. Ces différences ne traduisent pas des oppositions de valeurs, mais des **styles distincts de rapport au politique**, qui enrichissent la compréhension des dynamiques de légitimité démocratique au Luxembourg.

V. Le genre et la politique

Cette section, **explicitement consacrée à la question du genre**, constitue un **apport central** du présent rapport. Elle ne se limite pas à l'identification de différences entre femmes et hommes, mais interroge plus largement la **manière dont le genre structure les perceptions, les attitudes et les rapports à la politique**. Les graphiques qu'elle rassemble permettent une lecture systématique des **écarts observés en matière d'attitudes, de perceptions, de valeurs et de comportements politiques**, analysés depuis le début de ce rapport, et offrent ainsi les éléments nécessaires pour en mesurer l'ampleur et la portée.

L'analyse de ces différenciations contribue à approfondir la compréhension du statut de citoyen et du fonctionnement démocratique au Luxembourg, en mobilisant le prisme du genre comme catégorie d'analyse à part entière. Elle met en lumière la façon dont les expériences sociales différenciées influencent la relation aux institutions, à la représentation et à l'engagement civique. En ce sens, cette section souligne l'importance d'intégrer pleinement la perspective de genre dans l'analyse de la démocratie, non comme un facteur marginal, mais comme un élément structurant des dynamiques de légitimité, de participation et de confiance au sein de la société luxembourgeoise.

1. L'égalité entre les hommes et les femmes

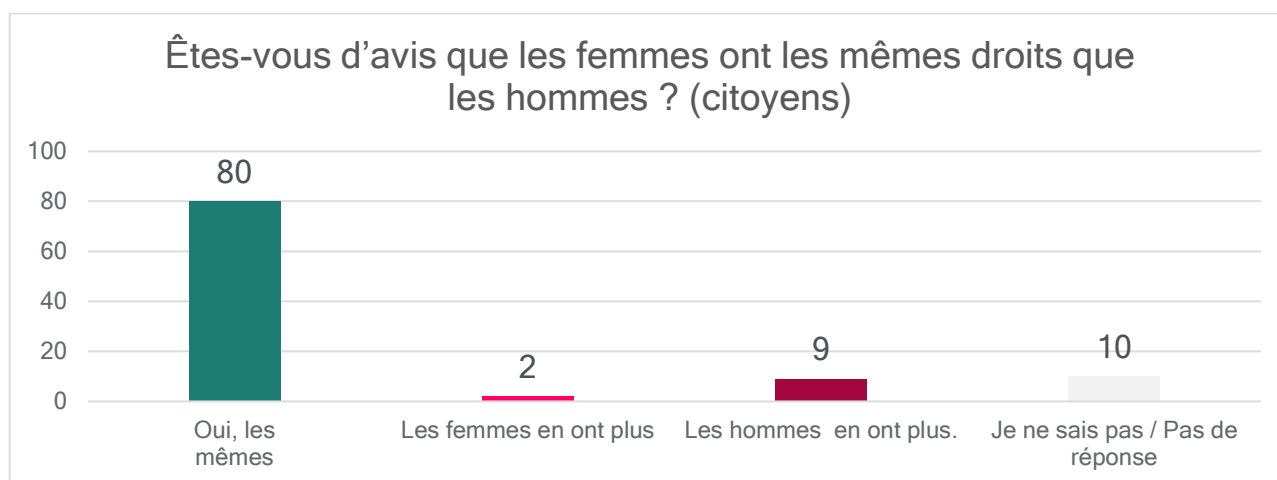


Figure 43 Si les femmes ont les mêmes droits que les hommes

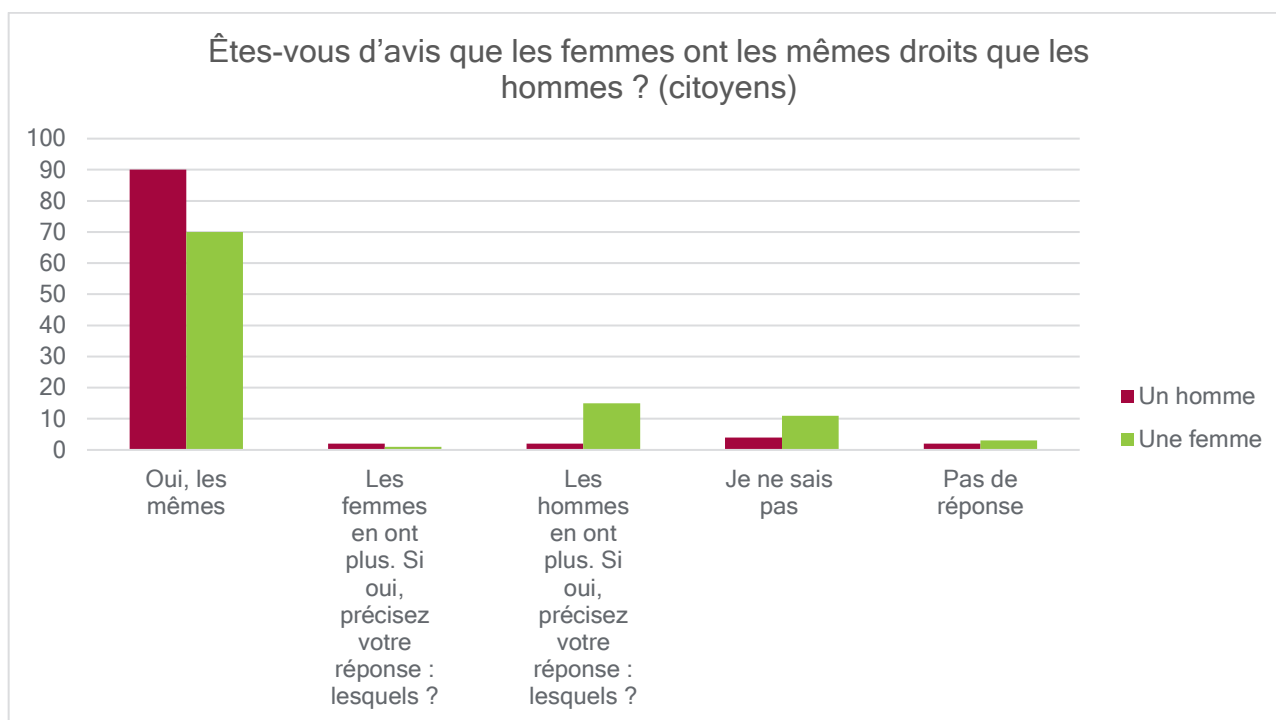


Figure 44 Si les femmes ont les mêmes droits que les hommes (genrée)

Les **graphiques complémentaires** consacrés à la **perception des droits des femmes au Luxembourg** permettent d'affiner l'analyse des différences genrées dans le rapport à l'égalité. Ils montrent qu'une **large majorité des répondants**, femmes et hommes confondus, estiment que les **femmes et les hommes disposent aujourd'hui des mêmes droits**. Ce résultat témoigne d'un **consensus normatif fort** autour du principe d'égalité juridique entre les sexes.

Les divergences apparaissent toutefois dans les réponses minoritaires, mais significatives, indiquant que « **les femmes ont plus de droits** » ou que « **les hommes ont plus de droits** ». On observe ainsi que **davantage d'hommes que de femmes** – bien que ce groupe reste numériquement limité – considèrent que les femmes bénéficient de droits supérieurs. À l'inverse, une **proportion plus importante de femmes** estime que **les hommes disposent encore de davantage de droits**, un écart qui apparaît **plus marqué** que dans le cas inverse. Cette asymétrie dans les perceptions suggère l'existence de **représentations différenciées de l'égalité** selon le genre. Elle permet d'avancer l'hypothèse que certaines femmes perçoivent encore un **décalage entre l'égalité formelle des droits et l'égalité vécue**, et qu'elles ne se sentent pas pleinement reconnues comme égales dans le fonctionnement concret des institutions démocratiques. Il ne s'agit pas d'un rejet du principe d'égalité, mais plutôt d'une **mise en question de son effectivité**, telle qu'elle est expérimentée au quotidien. Ces résultats invitent ainsi à distinguer clairement entre **égalité juridique proclamée** et **égalité perçue ou expérimentée**, et soulignent l'intérêt d'intégrer cette dimension subjective dans l'analyse de la qualité démocratique. Ils confirment que la perspective de genre permet de révéler des **écarts de perception subtils mais structurants**, qui contribuent à façonner la relation des individus aux institutions, à la représentation et à la légitimité démocratique au Luxembourg.

2. La représentation des femmes en politique

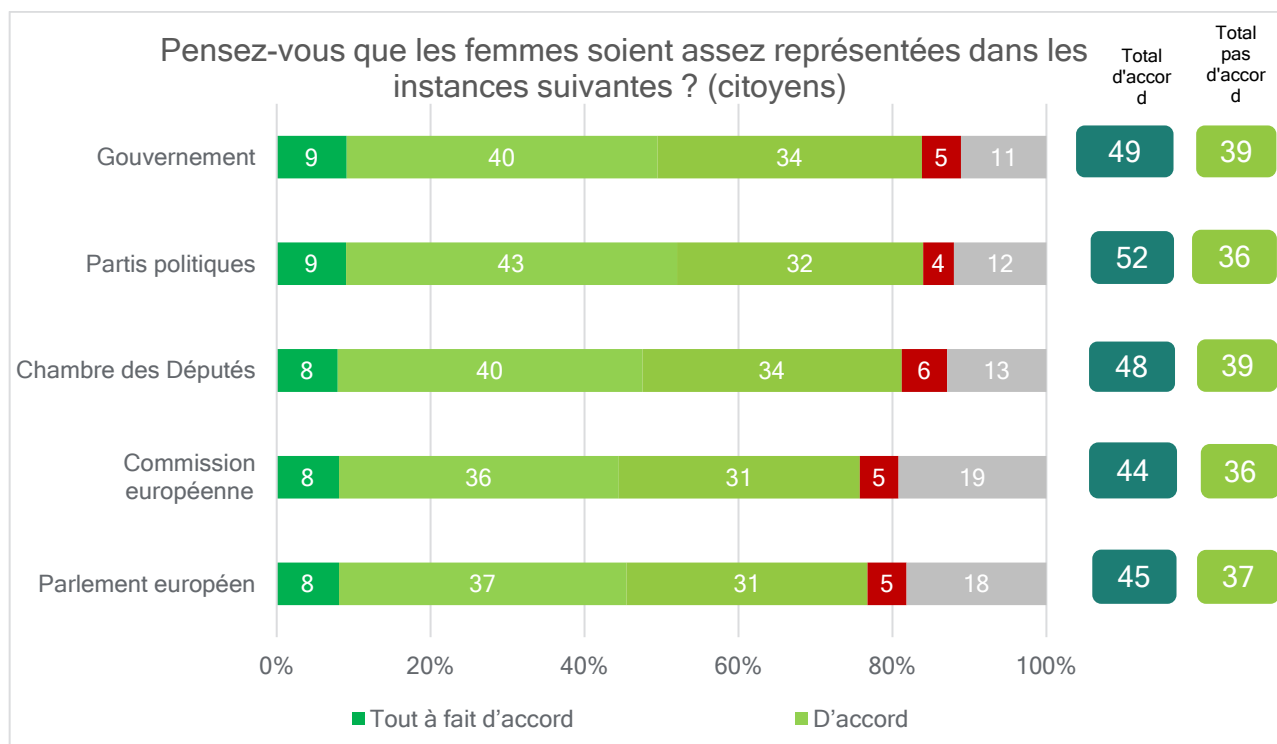


Figure 45 Si les femmes sont assez représentées dans les instances suivantes

La perception de la représentation politique constitue donc un point de divergence assez majeur alors qu'elles expriment leur perception qui reflètent, pour certaines, un manque d'égalité, il est clair que **beaucoup de participants n'estiment pas que les femmes soient suffisamment représentées dans les institutions luxembourgeoises -même si la majorité le pense**, cela explique qu'en plus d'une réalité (exemple, seulement un tiers des députés luxembourgeois sont des femmes alors que les femmes sont approximativement la moitié de la population luxembourgeoise), une partie des participants à l'enquête le ressentent aussi. Cet écart témoigne du rôle de l'expérience vécue mais pas forcément genrée, même si souvent, pour les femmes, la faible représentation n'est pas une abstraction statistique mais bien une réalité vécue, qui affecte le sentiment de légitimité et de reconnaissance.

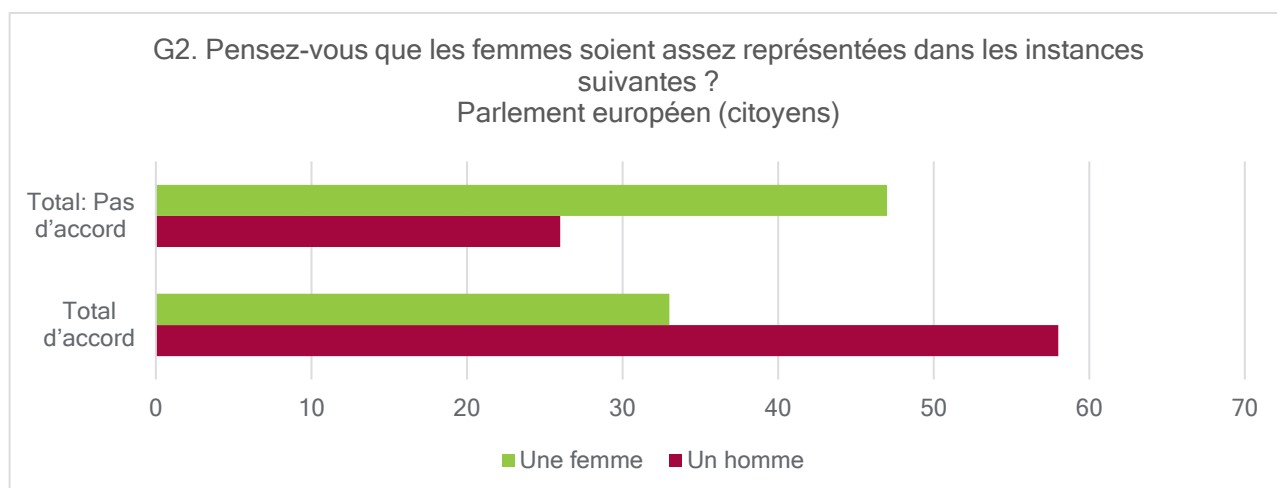


Figure 46 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans le Parlement européen ?

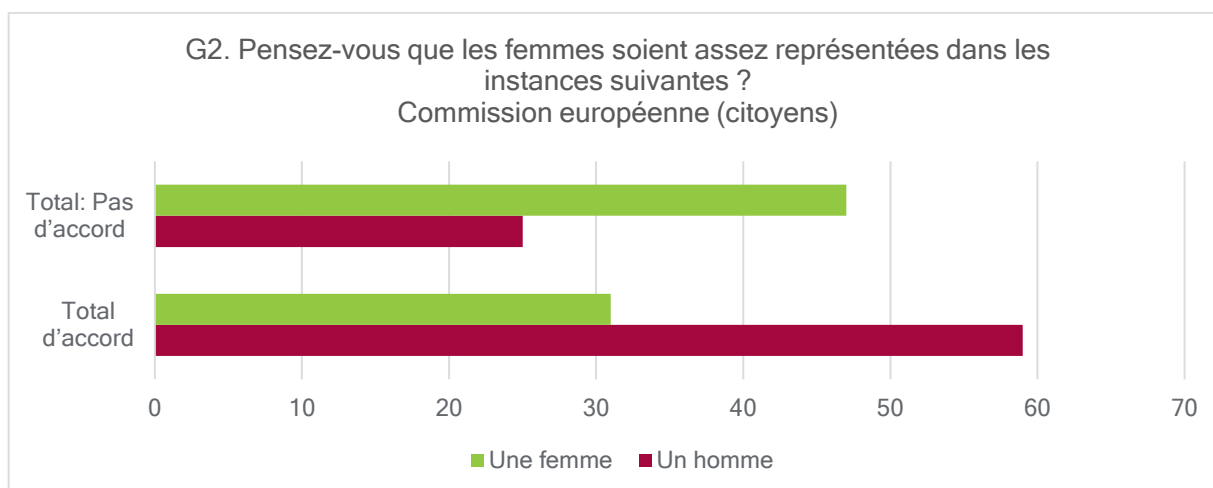


Figure 47 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans le Commission européenne ?

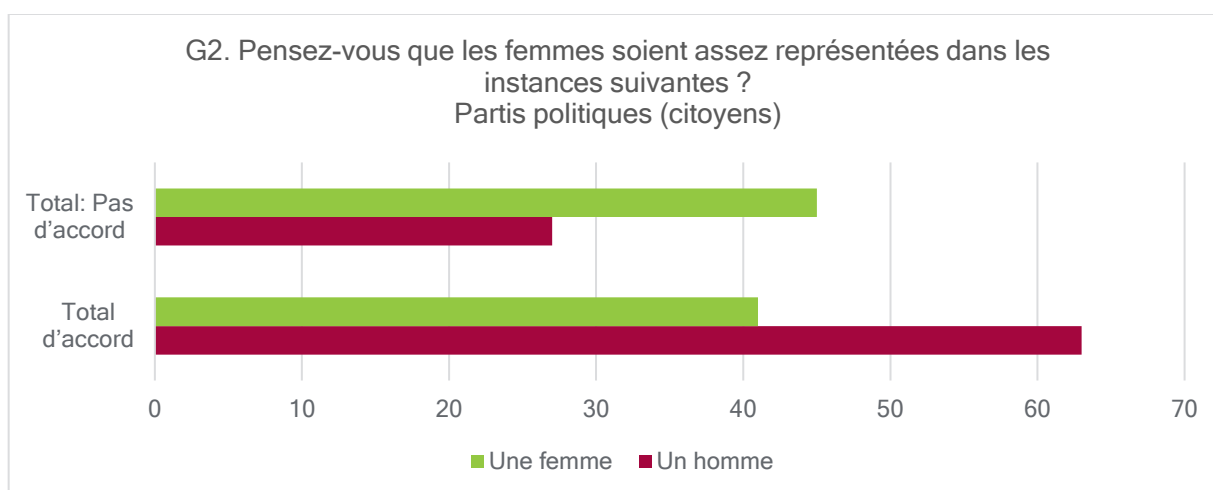


Figure 48 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans les partis politiques ?

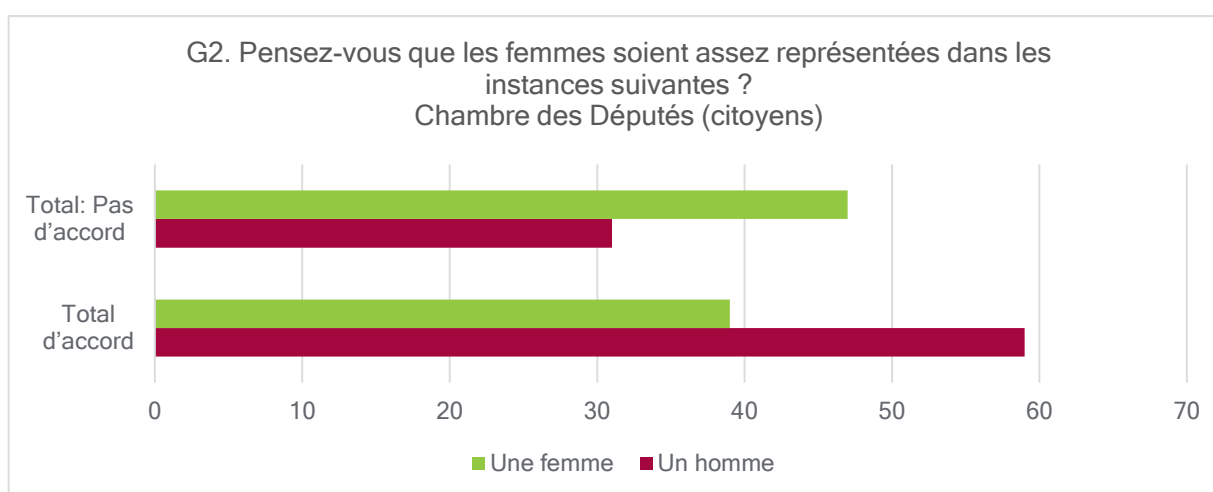


Figure 49 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans la Chambre des députés ?

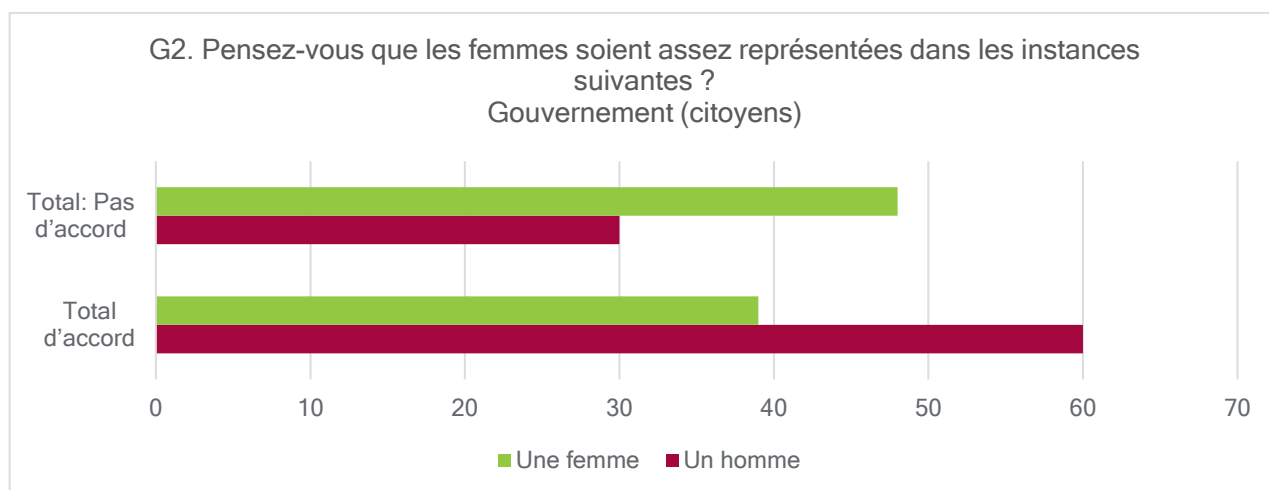


Figure 50 Pensez-vous que les femmes soient assez représentées dans le Gouvernement ?

Ces graphiques expriment bien que la représentation perçue est plus sensible chez les femmes ; elles se sentent moins représentées dans la plupart des instances luxembourgeoises en majorité, alors que les hommes n'estiment pas qu'elles soient moins représentées. **La perception de la représentation est donc une expérience vécue genrée, puisque les femmes comprennent plus souvent la persistance des discriminations, des stéréotypes genrés et des freins structurels**, comme la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, alors que les hommes, qui peuvent aussi reconnaître l'existence de ces obstacles, les jugent souvent moins décisifs ou structurants dans la carrière politique d'une femme. Ceci est une différence de perception qui met en avant un phénomène classique : les groupes concernés par les discriminations sont témoins de l'impact des discriminations qui les touche directement dans leur quotidien alors que les groupes qui ne sont pas concernés tendent à plutôt minimiser l'impact de ces discriminations car non-touchés directement. Ce n'est pas sans noter qu'une partie des hommes est en accord avec le fait que les femmes soient moins représentées dans les institutions luxembourgeoises.

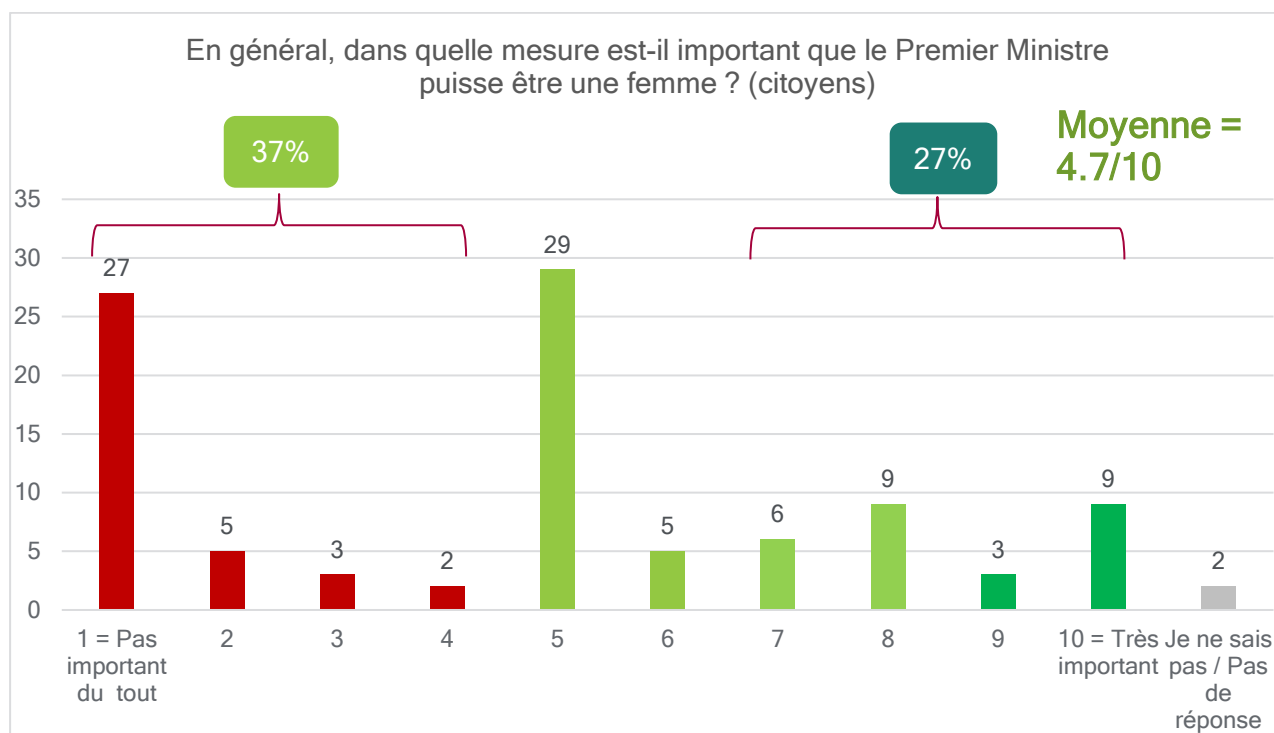


Figure 51 Dans quelle mesure est-il important que le Premier Ministre puisse être une femme ?

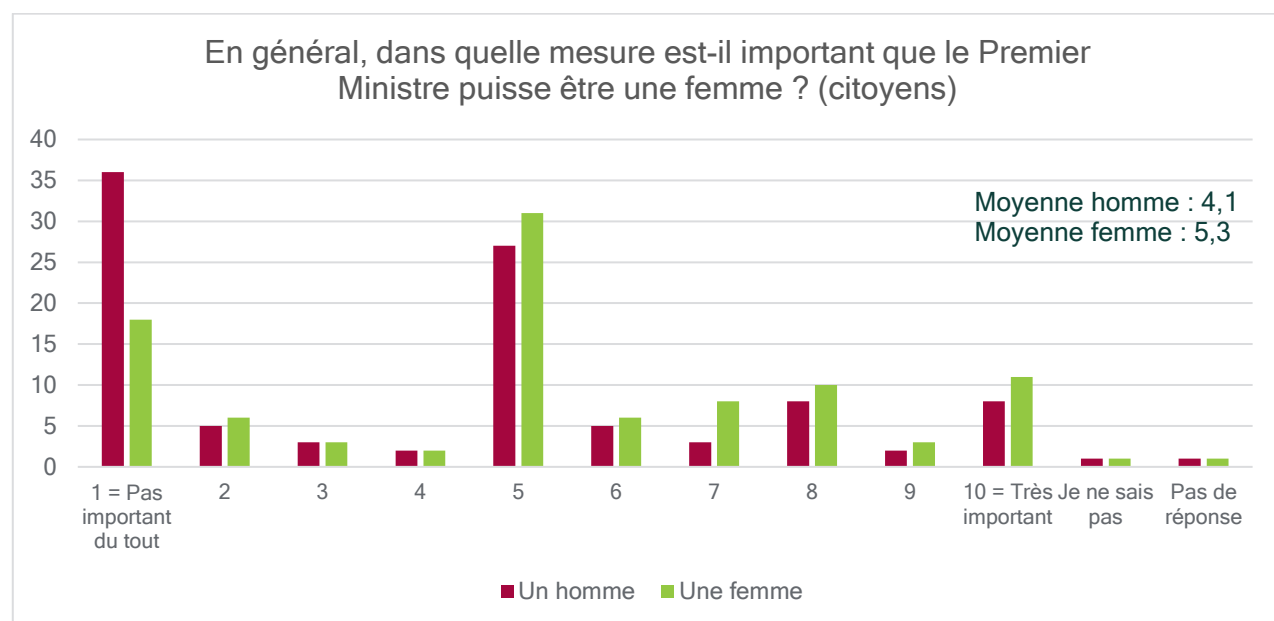


Figure 52 Dans quelle mesure est-il important que le Premier Ministre puisse être une femme ? (Genrée)

Deux **graphiques complémentaires** mettent en évidence des **différences genrées nettes** dans la perception de l'importance symbolique et politique de l'accès des femmes aux plus hautes fonctions exécutives. Alors que les **hommes** estiment majoritairement qu'il est **peu important** que le Premier ministre puisse être une femme – avec une **moyenne de 4,1** sur l'échelle utilisée – les **femmes** accordent à cette question une **importance sensiblement plus élevée**, avec une **moyenne de 5,3**. Cet écart confirme que les réponses sont **fortement structurées par le genre** du répondant et par les expériences sociales différenciées qui façonnent le rapport à la politique et à la représentation.

Cette divergence se prolonge logiquement dans l'attitude à l'égard des **dispositifs correctifs en faveur de l'égalité**. Les femmes se montrent davantage favorables à des mesures telles que les **quotas**, la **promotion active des candidatures féminines** ou la mise en place de **mécanismes institutionnels garantissant l'égalité d'accès aux fonctions politiques**. Ce soutien peut être interprété comme le reflet d'une **expérience vécue ou perçue de déséquilibres persistants**, où l'égalité formelle des droits ne suffit pas à produire une égalité réelle des opportunités et des trajectoires.

À l'inverse, la position plus réservée des hommes peut s'expliquer par une **perception différente de la situation d'égalité**. Nombre d'entre eux semblent considérer que les femmes disposent déjà des **mêmes droits formels** que les hommes, ce qui tend à relativiser l'urgence de dispositifs spécifiques visant à corriger les déséquilibres de représentation. Cette posture s'inscrit davantage dans une conception de l'égalité fondée sur une **évolution graduelle**, souvent associée à une logique de **méritocratie** et à l'idée que l'accès aux fonctions politiques doit résulter d'un processus jugé « naturel », sans intervention institutionnelle ciblée.

Ces résultats ne traduisent pas des oppositions idéologiques frontales, mais révèlent des lectures différenciées de l'égalité et de la justice politique. Ils montrent que la perception de la nécessité d'actions correctives dépend étroitement de la position sociale occupée et de l'expérience concrète de la représentation. En ce sens, ils illustrent pleinement l'apport de l'analyse genrée pour comprendre les débats contemporains sur la légitimité, l'inclusion et l'effectivité de l'égalité démocratique au Luxembourg.

3. Les valeurs politiques attribuées selon le genre

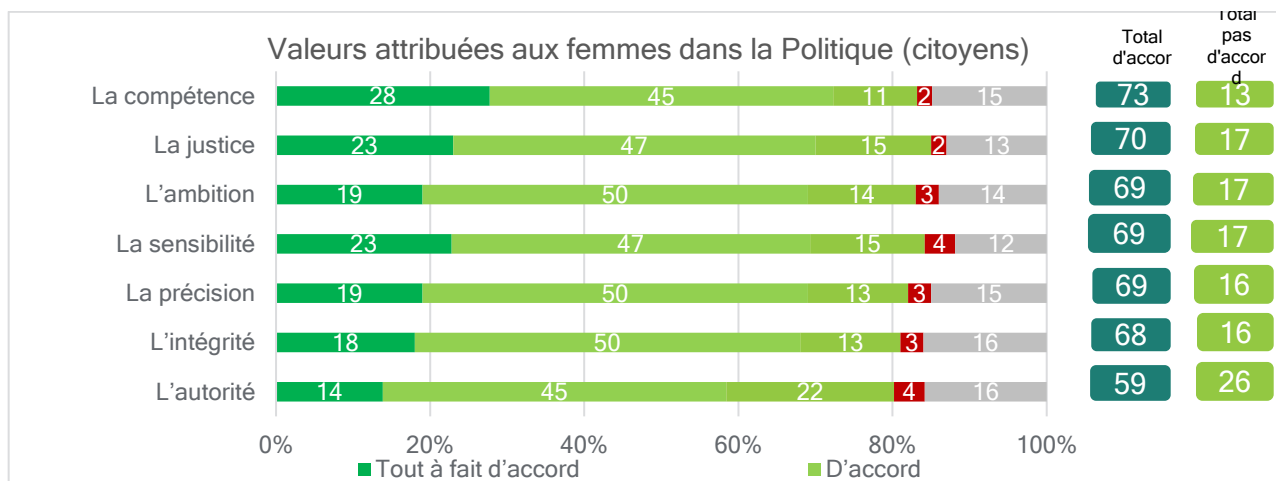


Figure 53 Valeurs attribuées aux femmes dans la Politique

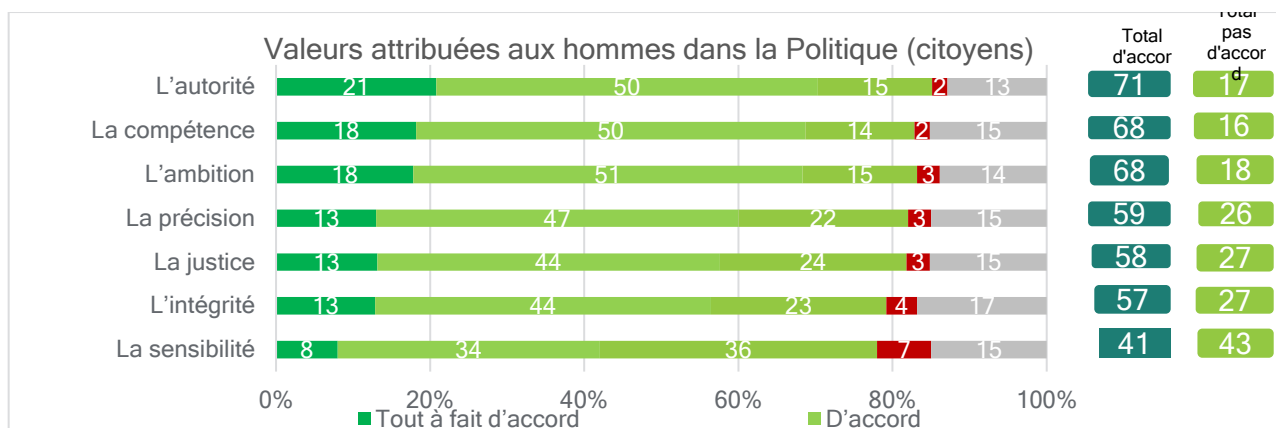


Figure 54 Valeurs attribuées aux hommes dans la Politique

S'agissant des **valeurs attribuées aux femmes et aux hommes en politique**, les résultats indiquent que les participants tendent, de manière générale, à attribuer **davantage de qualités positives aux femmes** qu'aux hommes, tout en maintenant certaines distinctions genrées. Les écarts observés concernant l'**attribution de la compétence** et de l'**ambition** apparaissent relativement limités et ne sont pas statistiquement significatifs. En revanche, des différences plus marquées émergent pour d'autres dimensions symboliques.

L'**autorité** demeure plus fréquemment associée aux **hommes**, tandis que des qualités telles que la **sensibilité**, la **justice**, la **précision** et l'**intégrité** sont davantage attribuées aux **femmes**. Ces représentations reflètent la persistance de **stéréotypes de genre différenciés**, qui ne hiérarchisent pas nécessairement les qualités en termes de valeur globale, mais les distribuent selon des registres distincts, opposant traditionnellement l'autorité et le pouvoir à des vertus morales ou relationnelles. L'image qui se dégage de cette partie de l'analyse met en évidence que les **différences genrées les plus significatives** ne résident pas tant dans l'évaluation abstraite des qualités politiques que dans les **expériences vécues et perçues** de la représentation au quotidien. Les femmes déclarent plus fréquemment se **sentir insuffisamment représentées**, que ce soit parmi les députés, au sein du gouvernement ou dans les médias. Ce sentiment renvoie à l'existence d'**obstacles persistants**, visibles ou invisibles, qui continuent de structurer l'accès aux positions de pouvoir politique.

À l'inverse, les hommes, moins directement confrontés à ces expériences de sous-représentation, apparaissent plus enclins à considérer que le niveau de représentation est **globalement satisfaisant** et qu'il n'existe pas de déséquilibres majeurs nécessitant une attention particulière. Cette divergence ne traduit pas une opposition de principes, mais un **écart d'expérience sociale**, qui façonne différemment le rapport à la politique et à la légitimité des institutions.

Dans leur ensemble, ces résultats montrent que le genre constitue un **facteur structurant du rapport au politique**, non seulement à travers les valeurs et les stéréotypes attribués, mais surtout par les **conditions concrètes d'accès à la représentation**. Ils soulignent l'importance de prendre en compte les perceptions différenciées de la représentation politique pour comprendre les dynamiques contemporaines de légitimité, d'inclusion et de confiance démocratique au Luxembourg.

Conclusion

La note de recherche **POLINDEX 2025 - Politique et genre au Luxembourg** confirme, en convergence avec la littérature scientifique, que le **genre demeure une variable explicative** des attitudes, des perceptions et des comportements politiques dans les démocraties contemporaines. Les écarts observés entre femmes et hommes ne relèvent ni d'une polarisation idéologique radicale ni d'une opposition normative, mais d'une **différenciation progressive des rapports à la politique**, façonnée par les trajectoires sociales, les modalités de socialisation politique et l'expérience différenciée des institutions.

Les femmes interrogées manifestent de manière récurrente une **posture plus prudente, plus critique et plus nuancée** à l'égard de la société, des institutions et du fonctionnement démocratique. Cette attitude s'observe tant dans l'évaluation de la situation socio-économique que dans la confiance accordée aux institutions politiques et représentatives. À l'inverse, les hommes expriment plus fréquemment une **confiance institutionnelle plus élevée** et une lecture plus stabilisée du fonctionnement démocratique, tendance bien documentée dans les travaux comparatifs sur le *gender gap* politique.

Ces différences se traduisent empiriquement par plusieurs constats convergents :

1. Un **intérêt déclaré pour la politique plus élevé chez les hommes** que chez les femmes;
2. Une **confiance institutionnelle globalement plus forte chez les hommes**, tandis que les femmes privilégient plus souvent des évaluations intermédiaires et prudentes ;
3. Une **perception nettement plus marquée, chez les femmes, d'un déficit de représentation politique féminine**, au sein des institutions nationales, européennes et partisans;
4. Un **soutien plus important des femmes aux dispositifs correctifs** visant à améliorer l'égalité d'accès aux responsabilités politiques.

Ces résultats confirment que le genre structure non seulement les comportements politiques, mais également les **attentes normatives à l'égard du système démocratique**.

Les données de POLINDEX 2025 s'inscrivent pleinement dans les analyses sociologiques du comportement politique genré développées depuis le début des années 2000. La littérature académique souligne que les femmes déclarent en moyenne un **intérêt plus modéré pour la politique institutionnelle**, tout en exprimant une **sensibilité accrue aux enjeux sociaux, redistributifs, éducatifs et sanitaires**.

Ce différentiel ne saurait être interprété comme une forme d'apathie politique. De nombreux travaux montrent au contraire que les femmes développent fréquemment des **formes d'engagement moins visibles ou moins institutionnalisées**, privilégiant les réseaux sociaux, les échanges interpersonnels, les associations ou les mobilisations locales.

Nos résultats confirment cette hypothèse : les femmes **diversifient davantage leurs sources d'information politique** et manifestent un rapport plus réflexif et critique à la politique professionnelle. Dans cette perspective, le *gender gap* observé relève moins d'un déficit de politisation que d'un **décalage entre les formes traditionnelles de la compétition politique et les attentes d'une partie de la population féminine**.

Un apport central de la science politique contemporaine concerne la manière dont la **sous-représentation des femmes** affecte leur sentiment de légitimité politique. La faible présence des femmes dans les institutions de pouvoir alimente un **cercle auto-entretenu** : l'absence de modèles visibles renforce le sentiment d'illégitimité, lequel freine à son tour l'engagement politique.

Les résultats de POLINDEX 2025 illustrent clairement ce mécanisme. Les femmes perçoivent plus fortement que les hommes l'insuffisance de leur représentation dans les institutions politiques, tant au niveau national qu'eupéen, et accordent davantage d'importance à l'accès des femmes aux plus hautes fonctions exécutives. Cette perception ne relève pas d'une revendication identitaire, mais d'une **exigence démocratique fondée sur l'égalité réelle et la reconnaissance symbolique**.

La question des **quotas de genre** constitue à cet égard l'un des débats les plus structurants de la science politique comparée européenne depuis le début des années 2000. Les recherches montrent que ces dispositifs produisent des effets différenciés selon les systèmes électoraux, les cultures politiques et les traditions institutionnelles nationales.

En France, l'introduction de la parité constitutionnelle (1999), puis des lois dites de parité, a permis une progression significative mais inégale de la représentation des femmes. Si les sanctions financières ont incité les partis à féminiser leurs candidatures, des stratégies de contournement ont limité l'impact substantiel de ces réformes, notamment dans les exécutifs et certaines fonctions parlementaires clés.

La Belgique est souvent citée comme un cas de réussite institutionnelle relative. Le renforcement progressif des règles de parité, combiné à des obligations de positionnement sur les listes électorales, a favorisé une représentation plus équilibrée, au prix toutefois d'un encadrement juridique strict et d'une acceptation politique large du principe d'égalité corrective.

Les pays nordiques constituent un modèle distinct, reposant moins sur des quotas légaux que sur des **normes partisans internalisées** et une forte légitimité culturelle de l'égalité femmes-hommes. Cette réussite résulte cependant d'une trajectoire historique longue et ne saurait être transposée mécaniquement à d'autres contextes

À l'échelle de l'Union européenne, la parité est progressivement devenue un **principe normatif central**, sans que l'UE ne dispose de compétences directes en matière électorale nationale. Le Parlement européen affiche aujourd'hui un taux de représentation féminine supérieur à la moyenne des parlements nationaux, tandis que la Commission européenne a fait de l'égalité de genre un objectif stratégique explicite.

Les résultats de POLINDEX 2025 s'inscrivent clairement dans cette dynamique comparative. Le soutien plus marqué des femmes luxembourgeoises aux dispositifs correctifs rejoint des constats formulés dans de nombreux pays européens : les groupes directement concernés par la sous-représentation sont plus enclins à considérer les quotas comme des **instruments de justice démocratique** plutôt que comme des atteintes au principe méritocratique.

Sur le plan institutionnel, le Luxembourg s'est engagé progressivement dans une politique de promotion de l'égalité femmes-hommes, notamment par l'introduction, en 2016, de quotas de candidatures sur les listes électorales. Si ces dispositifs ont permis une amélioration mesurable de la représentation féminine à la Chambre des députés, les femmes demeurent **sous-représentées dans les fonctions exécutives, les postes stratégiques des partis et certaines commissions clés**, nourrissant un décalage persistant entre égalité formelle et égalité réelle.

Dans une perspective comparative, le Luxembourg occupe une **position intermédiaire** : au-dessus de certains États membres, mais en retrait par rapport aux pays nordiques ou à des États comme la Belgique et l'Espagne. Son modèle demeure essentiellement **incitatif**, ce qui limite l'impact des réformes sur l'accès effectif aux positions de pouvoir.

Au-delà de la seule représentation descriptive, les résultats de POLINDEX 2025 interrogent la **qualité démocratique** du système politique luxembourgeois. Les différences genrées observées dans la confiance institutionnelle, le sentiment d'efficacité politique et la perception de la représentation suggèrent que l'inclusion des femmes constitue un **enjeu central de légitimité démocratique**.

Deux conceptions complémentaires de la démocratie émergent :

1. Une conception davantage orientée vers la stabilité institutionnelle, la performance et la confiance, plus fréquemment exprimée par les hommes ;
2. Une conception plus exigeante, critique et orientée vers la justice sociale et l'inclusivité, davantage portée par les femmes.

Loin de s'opposer, ces conceptions apparaissent comme des **ressources complémentaires** pour le renforcement de la démocratie luxembourgeoise.

En définitive, la note **Genre - POLINDEX 2025** confirme que le genre demeure une **clé de lecture nécessaire** des attitudes politiques contemporaines. Les différences observées ne traduisent ni un désengagement des femmes ni une défiance radicale à l'égard de la démocratie, mais l'expression d'une **relation plus critique, plus exigeante et plus attentive aux conditions concrètes de l'égalité**. Dans un contexte européen marqué par des incertitudes démocratiques croissantes, ces résultats plaident pour une **intégration renforcée de la perspective de genre**, tant dans l'analyse des comportements politiques que dans la conception des politiques publiques et des réformes institutionnelles. La représentation politique des femmes apparaît ainsi non comme un enjeu sectoriel, mais comme un **indicateur important de la vitalité démocratique** et de la capacité du système politique luxembourgeois à refléter la diversité sociale qu'il prétend représenter.

Références bibliographiques

- Norris, P. (2006). *Gender and Political Participation*. Cambridge University Press.
- Bourdieu, P. (2001). *La domination masculine*. Paris : Seuil.
- Inglehart, R., & Norris, P. (2003). *Rising Tide: Gender Equality and Cultural Change*. Cambridge University Press.
- Coffé, H., & Bolzendahl, C. (2010). Same Game, Different Rules? *International Political Science Review*.
- Dalton, R. (2017). *The Participation Gap*. Oxford University Press.
- Mansbridge, J. (1999). Should Blacks Represent Blacks and Women Represent Women? *Journal of Politics*.
- Sénac, R. (2015). *L'égalité sous conditions*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Sineau, M. (2011). *Femmes et pouvoir*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Franceschet, S., Krook, M. L., & Piscopo, J. (2012). *The Impact of Gender Quotas*. Oxford University Press.
- Dahlerup, D. (2006). *Women, Quotas and Politics*. Routledge.
- Krook, M. L. (2010). *Quotas for Women in Politics*. Oxford University Press.
- Celis, K., & Childs, S. (2020). *Feminist Democratic Representation*. Oxford University Press.
- Chambre des députés du Luxembourg (2023). *La représentation des femmes en politique*.
- Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (2022). *Plan national pour l'égalité*.
- STATEC (2024). *Femmes et hommes au Luxembourg*.



Chaire de recherche en études parlementaires

Depuis 2011, en partenariat avec la [Chambre des Députés du Luxembourg](#), la Chaire contribue à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans les processus décisionnels nationaux, européens et internationaux. La Chaire développe des activités de recherche dans les domaines du droit parlementaire et constitutionnel, des politiques publiques, de la sociologie politique, de la Francophonie parlementaire, des études européennes, de la législation et de la politique comparée et assure des publications académiques ([collection études parlementaires](#), Larcier- Bruylant) et organise deux écoles en études parlementaires par an réunissant académiques et praticiens. Ses projets actuels se concentrent sur :

- I. Les parlements et les innovations démocratiques comparées ;
- II. Les parlements, les politiques publiques et la science
- III. Les parlements et la gouvernance économique au niveau national et européen ;
- IV. L'eupéanisation et l'internationalisation des normes d'organisation démocratique et la diplomatie parlementaire ;
- V. Les études sur les valeurs et les élections en Europe.

Depuis 2020, en partenariat avec l'Université Babeş-Bolyai, l'Université Laval, l'Université Senghor et Sciences Po Rennes, la Chaire a créé le [Master en études parlementaires](#) un programme pluridisciplinaire bilingue (anglais/français) unique de par le monde autour de la Loi et du Politique.

Depuis 2021, en partenariat avec l'[Assemblée parlementaire de la Francophonie](#), qui regroupe plus de 95 assemblées législatives avec le [Parlement européen](#) la Chaire développe des projets de formation et de recherche en ingénierie institutionnelle, éthique et déontologie parlementaire, législation comparée, parlementarismes à multi-niveaux.

Depuis 2024, la Chaire a fondé les *Doctoriales législatives*, un séminaire en ligne bilingue (anglais/français) dans lequel les chercheurs et doctorants en études législatives (administration publique, droit, histoire, philosophie, science politique, etc.) partagent l'état d'avancement de leurs travaux, dans le but de susciter un débat enrichissant et de tirer des enseignements de leurs expériences respectives autour de la démocratie.

Équipe de recherche de l'Observatoire du Politique (POLINDEX)

- Prof. Dr Philippe POIRIER Titulaire de la Chaire, responsable de l'étude - UNI.LU
- Dr Nadim FARHAT Chercheur en science politique - UNI.LU
- Dr Agnes DARABOS Chercheuse postdoctorale en science politique - UNI.LU
- Antonella DI PASQUALE Chargé d'études Senior/ Responsable de MyPanel - ILRES
- Claire POUMARAT Doctorante en science politique, boursière du Parlement - UNI.LU



Chaire de recherche en études parlementaires- Université du Luxembourg

Courriel/ Chaire : demos@uni.lu

Courriel/ Master : mep@uni.lu

Courriel/ Polindex : polindex@uni.lu

